



Conférence  
Permanente des  
Chambres Consulaires  
Africaines et Francophones

[www.cpccaf.org](http://www.cpccaf.org)

# BAROMÈTRE 2018

DE L'OPINION  
DES ENTREPRISES  
AFRICAINES



22

CHAMBRES  
CONSULAIRES

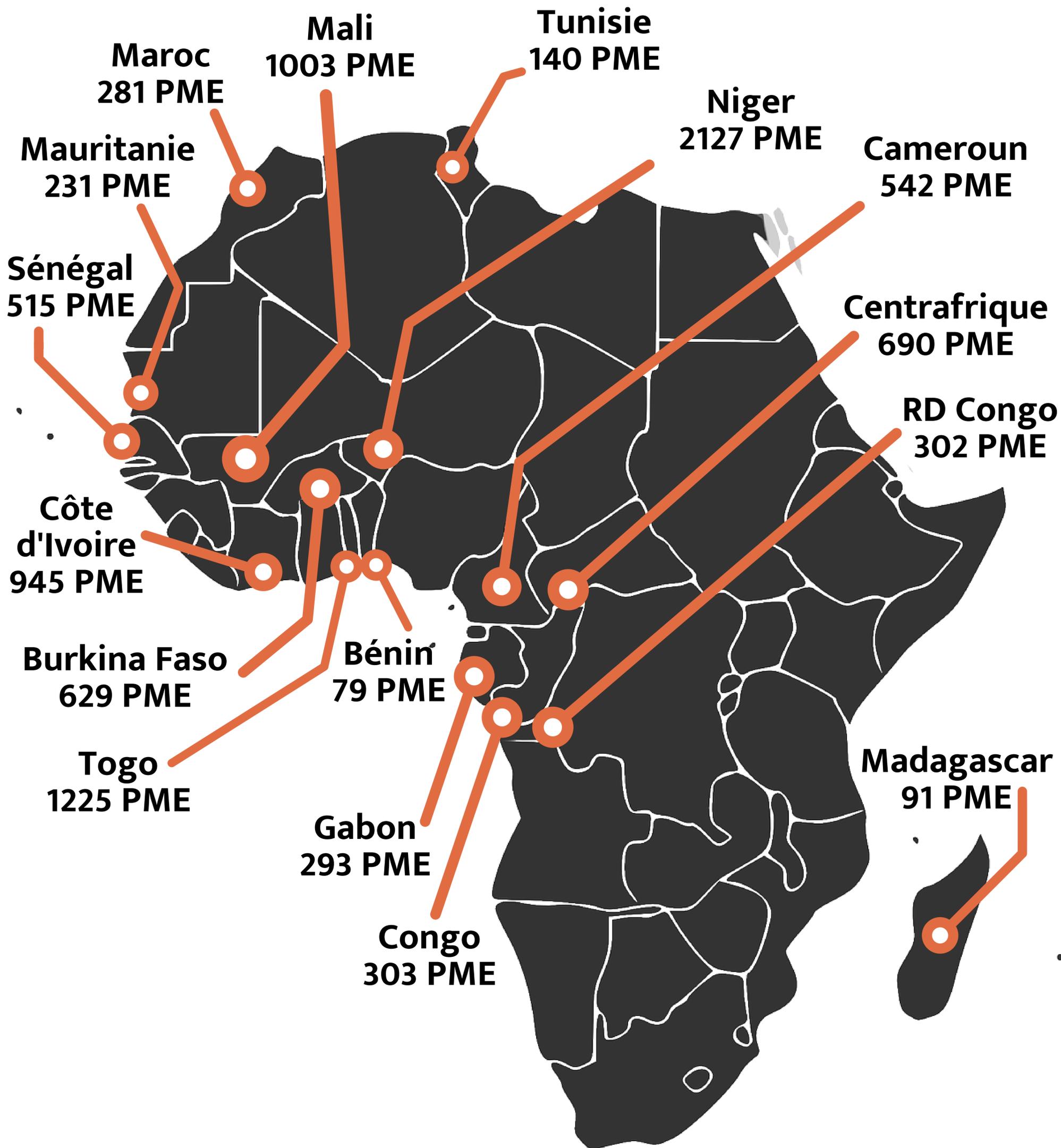
16

ETATS  
AFRICAINS

9396

ENTREPRISES  
INTERROGÉES





**22**  
CHAMBRES  
CONSULAIRES

**16**  
ÉTATS  
AFRICAINS

**9396**  
ENTREPRISES  
INTERROGÉES



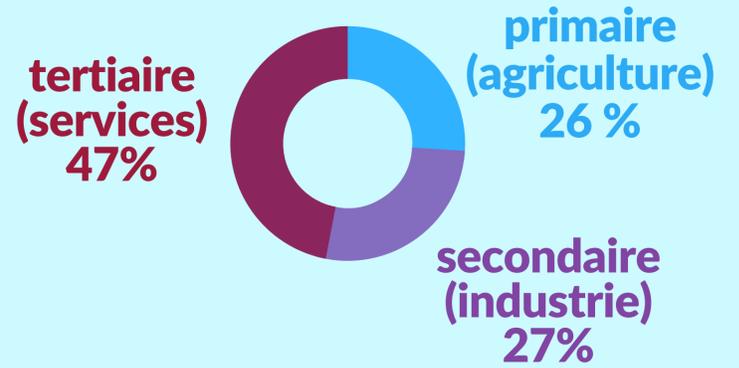
**+1 par rapport à 2017**

Le Baromètre, qui réunit la voix de près de 10 000 entreprises formelles et informelles, tous secteurs confondus, et réparties dans 16 pays, s'affirme chaque année davantage comme un outil précieux pour observer l'évolution des réalités économiques des PME africaines.



**+ 600% par rapport à la 1ère édition établie en 2013, qui avait interrogé 1640 PME**

## Secteur d'activité des répondants



**25% des chefs d'entreprise sont des artisans**



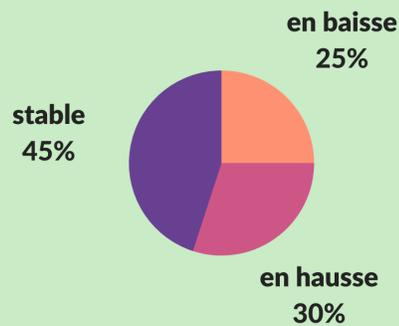
**60% de PME créées depuis plus de 5 ans**



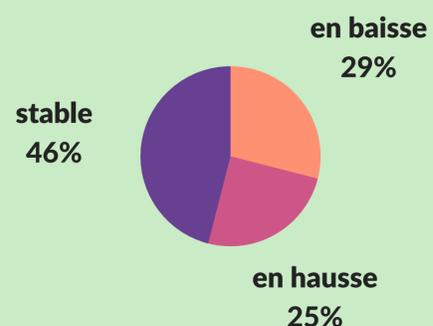
**57% au CA inférieur à 5 millions de FCFA**

## Evolution du chiffre d'affaires des répondants

entre 2017 et 2018



**Baromètre 2017**



**Baromètre 2018**

↑ - 5pt

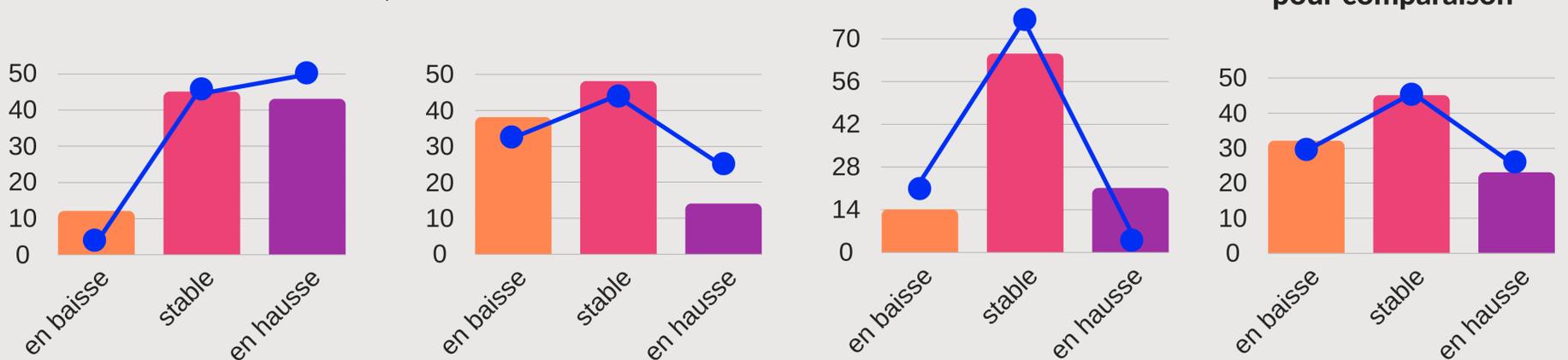
▬ - 1pt

↓ + 4pt



Dans une majorité de pays interrogés, le chiffre d'affaires des PME a globalement évolué à la baisse entre 2017 et 2018. Décomposée par zones, cette tendance est particulièrement ressentie en Afrique centrale, où le pourcentage d'entreprises qui déclarent que leur chiffre d'affaires a augmenté sur les 6 derniers mois est inférieur de 9 points par rapport à l'année dernière, passant de 25 à 14%.

## Sur les 6 derniers mois, votre chiffre d'affaires total est-il...

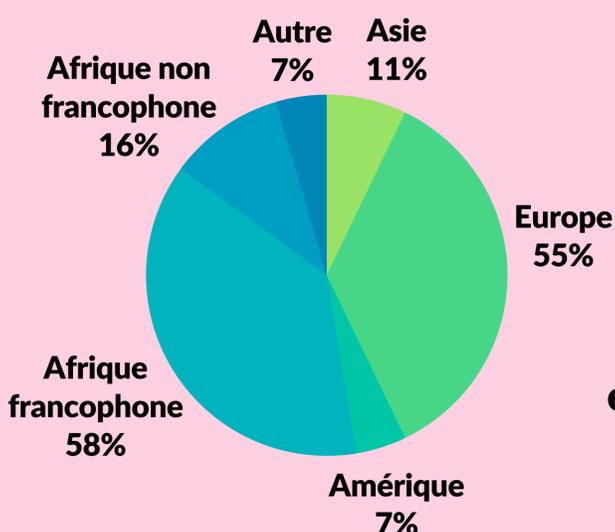


**Afrique du nord**

**Afrique centrale**

**Océan indien**

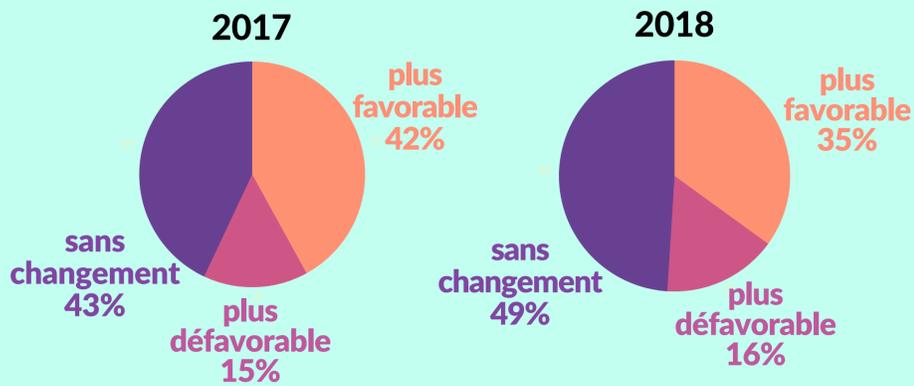
**Afrique de l'ouest**



## Vers quelles zones exportez-vous principalement ?

19% des entreprises interrogées réalisent un chiffre d'affaires à l'export, soit 5 points de plus que l'année dernière, signe que l'internationalisation des entreprises est en bonne voie. De surcroît, le rôle de la francophonie comme levier de coopération économique se précise, car 58% des entreprises déclarent exporter principalement vers l'Afrique francophone, c'est 2 points de plus qu'en 2017. Le pourcentage d'entreprises qui déclarent exporter vers l'Afrique non francophone a décliné de 5 points.

Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que l'environnement économique général autour de votre établissement sera... :

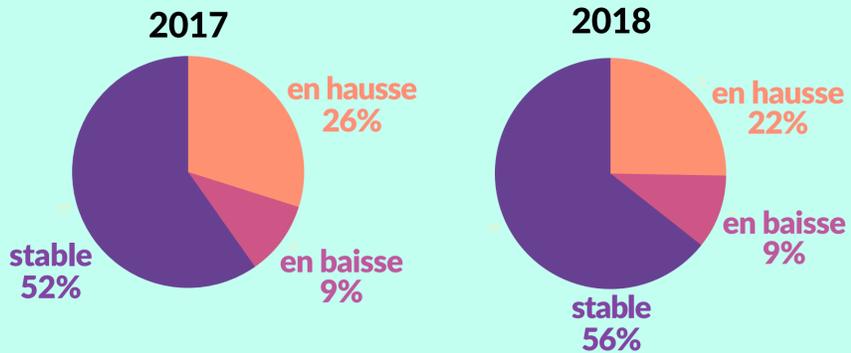


Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que l'environnement économique général autour de votre établissement va s'améliorer ?

(évolution entre 2017 et 2018)



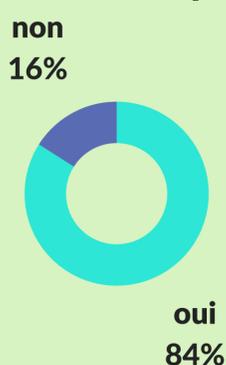
Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que le nombre de vos salariés sera... :



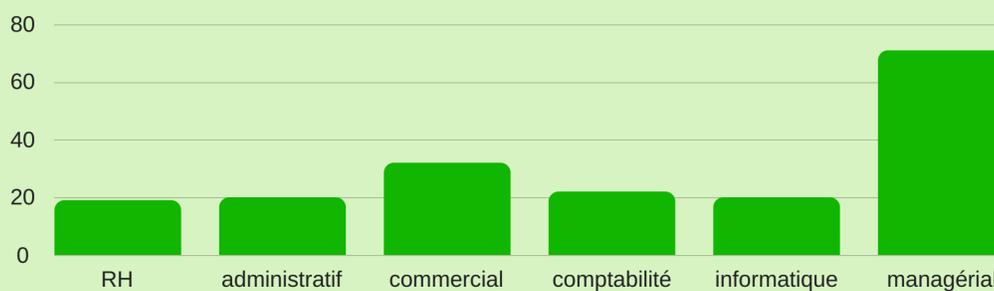
En 2017, 42% des répondants estimaient que l'environnement économique général autour de leur établissement leur serait plus favorable, c'est 35% en 2018 (-7 points). Les chefs d'entreprises sont également moins optimistes quant à leurs perspectives d'embauche : le pourcentage de PME qui pensent pouvoir renforcer leur effectif sur les 6 prochains mois a diminué de 4 points entre 2017 et 2018.

**BESOINS EN FORMATION**

En tant que manager, estimez-vous avoir besoin de formation pour vous-même ?

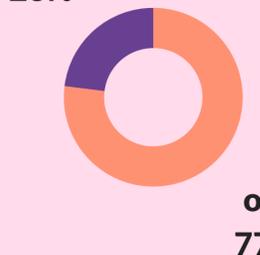


Si oui, dans quel(s) domaine(s) ?



Les besoins en formation managériale sont une priorité pour 71% des chefs d'entreprise

Estimez-vous que vos salariés ont besoin de formation ?



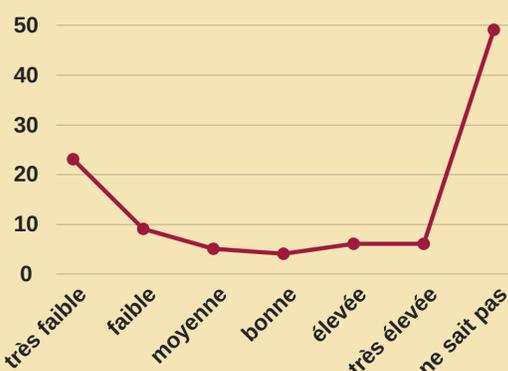
Si oui, dans quel(s) domaine(s) ?



58% d'entre eux recommandent une formation commerciale pour leurs salariés

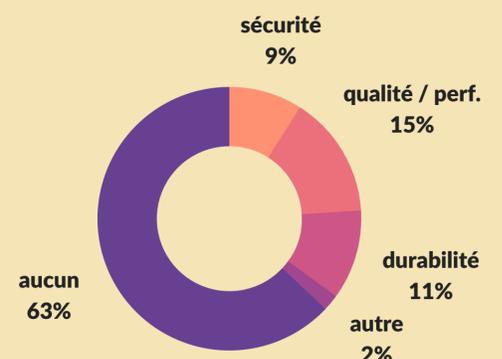
**NORMES**

Evaluez la disponibilité d'informations nationales sur les normes et les certificats :



Interrogés sur les normes et sur les certifications reconnues à l'international, les réponses des chefs d'entreprises témoignent d'une relative méconnaissance, en partie due à la faible disponibilité de l'information dans leurs pays respectifs. Plus de 60% d'entre eux ne détiennent aucun certificat pour leur produit ou service principal.

Le principal produit ou service de votre établissement détient-il l'un de ces certificats reconnus à l'échelle internationale ?



# Le Baromètre CPCCAF

Pour la sixième année consécutive, le Baromètre d'opinion des PME africaines répond à l'ambition de **mieux comprendre le climat économique en Afrique**, avec une approche comparative des évolutions à l'œuvre chaque année, pour proposer une vision fiable et globale du tissu entrepreneurial du continent.

Cette année, **22 des chambres consulaires** membres du réseau CPCCAF ont collecté un nombre record de données d'entreprises de tous secteurs. De mars à mai 2018, elles ont enquêté pour appréhender les attentes, les espoirs, mais aussi les doutes et les difficultés de près de **9400 entreprises**, à travers **16 pays** divisés en 4 zones : Afrique du nord, Afrique centrale, Océan indien et Afrique de l'ouest. Suite à cet important travail de terrain, les données brutes ont été restituées à la CPCCAF, puis pondérées par secteur en fonction des PIB nationaux. L'analyse de ces données a enfin été rendue possible grâce aux synthèses fournies par le Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (CROCIS) de la Chambre de commerce et d'industrie de la Région Paris Ile-de-France.



## Grandes tendances par zones

Le Baromètre 2017, qui analysait déjà les réponses d'un nombre conséquent d'entreprises — près de 7000 —, a posé des bases solides qui permettent aujourd'hui d'effectuer des comparaisons plus probantes, et d'identifier des tendances encore plus fiables que par le passé.

Si la stabilisation était le maître mot de la précédente édition du Baromètre CPCCAF, **les analyses de cette année sont en revanche teintées, dans leur grande majorité, d'un pessimisme grandissant quant à l'évolution de la conjoncture économique.**

► Comme l'année dernière, **l'Afrique du nord** affiche des résultats plus satisfaisants que les trois autres zones, et elle semble encore un peu plus creuser l'écart en 2018, même si elle n'est pas totalement épargnée par le pessimisme qui a affecté l'ensemble des répondants. Elle affiche un dynamisme croissant en termes d'entrepreneuriat, ainsi que des performances très satisfaisantes de ses PME exportatrices. En revanche, on constate un pessimisme général bien plus élevé que l'année dernière, en partie alimenté par certaines contre-performances de l'évolution des chiffres d'affaires. Les répondants sont en moyenne beaucoup moins optimistes au regard de l'environnement économique général sur les 6 mois à venir, et ils font également part de préoccupations grandissantes quant à la situation financière de leur entreprise. Mais on observe tout de même un décalage significatif entre d'une part les données réelles et chiffrées, qui font état d'une bonne santé économique des entreprises avec des résultats plus que satisfaisants, et d'autre part les perspectives d'avenir telles qu'estimées et anticipées par les répondants eux-mêmes, qui traduisent un pessimisme élevé qui n'aurait pas lieu d'être.

► **L'Afrique centrale** enregistre des résultats décevants au regard des perspectives d'avenir optimistes qui avaient été mises en avant par le Baromètre 2017. Ses résultats sont caractérisés cette année par une forte baisse des chiffres d'affaires sur les 6 derniers mois, et davantage de perspectives d'évolution à la baisse pour les 6 mois à venir. On constate également une baisse sévère du niveau d'internationalisation des PME, et un niveau significativement moins optimal des carnets de commandes. En revanche, les entreprises exportatrices se portent beaucoup mieux que l'année précédente, et davantage d'entreprises sont confiantes quant à l'amélioration de l'environnement économique général. Dans l'ensemble, les chiffres 2018 traduisent des anticipations plus pragmatiques et en phase avec la conjoncture économique réelle, à rebours des prévisions 2017, qui étaient relativement idéalistes et n'ont donc pas été réalisées.

► La zone **Afrique de l'ouest** est cette année synonyme de stabilité. Les chiffres d'affaires constatés en 2018 sont comparables aux chiffres de l'édition précédente. Elle se caractérise aussi par un entrepreneuriat dynamique et une forte hausse du nombre de PME exportatrices, tournées principalement vers l'Afrique francophone. Comme pour l'Afrique du nord, les données réelles et chiffrées traduisent de bons résultats, mais paradoxalement, les anticipations pour l'avenir sont teintées de pessimisme.

► La zone **Océan indien** n'est cette année composée que des données collectées par les chambres consulaires de Madagascar (alors qu'elle incluait aussi Djibouti en 2017). Ainsi, par souci d'équivalence, les comparaisons effectuées avec le Baromètre 2017 ont été basées uniquement sur les données collectées auprès des entreprises malgaches. On constate cette année des résultats très encourageants, caractérisés par une forte hausse de la part des entreprises qui voient leur chiffre d'affaires augmenter, ainsi qu'un niveau d'internationalisation très élevé. L'évolution de l'environnement économique général suit aussi une dynamique très positive. En revanche, les entreprises de la zone semblent pour l'instant incapables de rehausser de façon significative le niveau de leurs investissements d'une année sur l'autre.

## Les nouveautés de l'édition 2018

L'édition 2018 du Baromètre a permis l'introduction de deux séries inédites de questions, la première basée sur **les besoins en formation formulés par les entreprises**, et la seconde, sur **les normes et les certificats, ainsi que les organismes** d'essai, de certification et d'inspection des produits qui les délivrent.

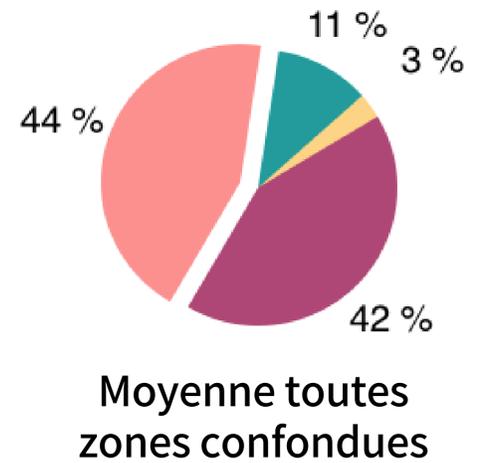
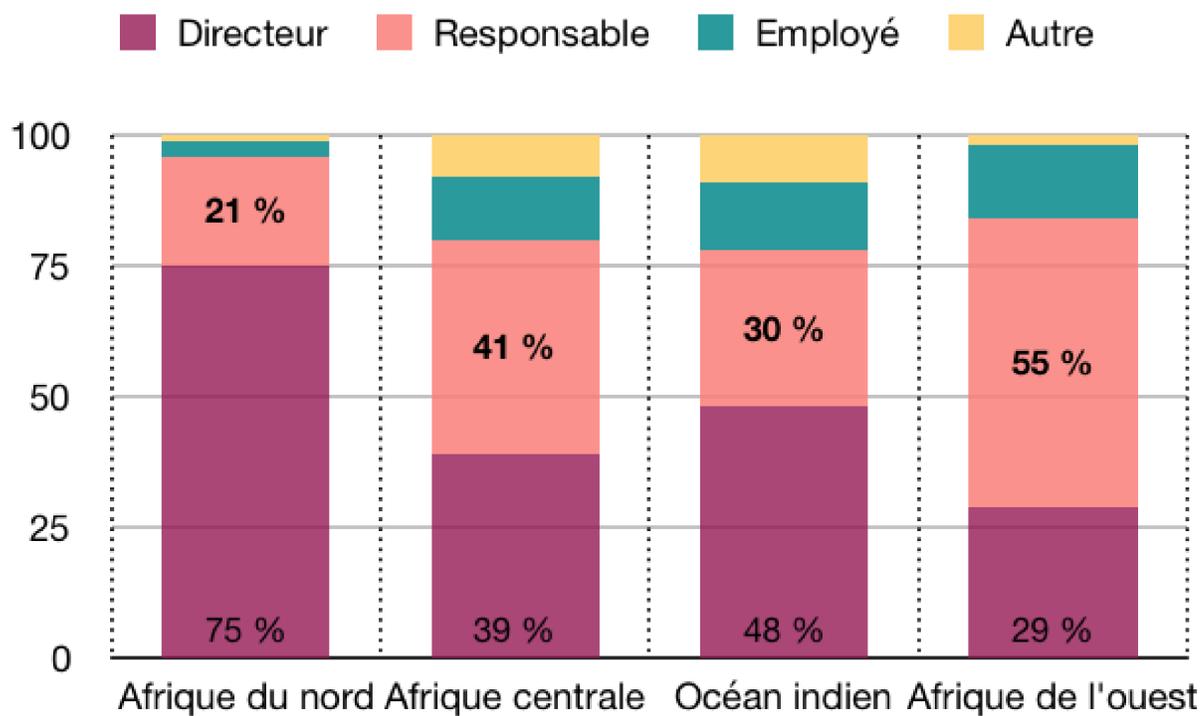
Les résultats ont été particulièrement éclairants pour d'une part, identifier les domaines de formation signalés comme prioritaires pour les employés ainsi que pour les managers eux-mêmes, et d'autre part, pour dresser un panorama de la disponibilité de l'information relative aux certifications, ainsi que pour évaluer sa qualité et son coût dans l'ensemble des pays africains interrogés.

Sur la question de la formation, l'immense majorité des entreprises interrogées estiment que leurs salariés, mais aussi leurs managers, ont besoin de formation. Pour les salariés, il s'agit principalement de besoins en formation commerciale, et pour les dirigeants, de besoins en formation managériale. Sur la question des certifications, les réponses des chefs d'entreprises témoignent d'une relative méconnaissance, en partie due à la faible disponibilité de l'information dans leurs pays respectifs. Une proportion très modeste des entreprises interrogées déclare avoir déjà fait appel aux services de l'un de ces organismes, et seules 37 % d'entre elles déclarent détenir un certificat reconnu à l'échelle internationale.



# FONCTION DU RÉPONDANT

## Quelle est votre fonction au sein de l'entreprise ?

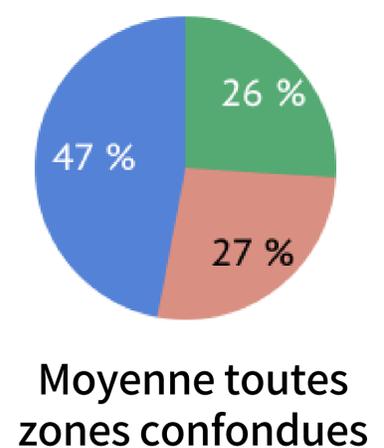
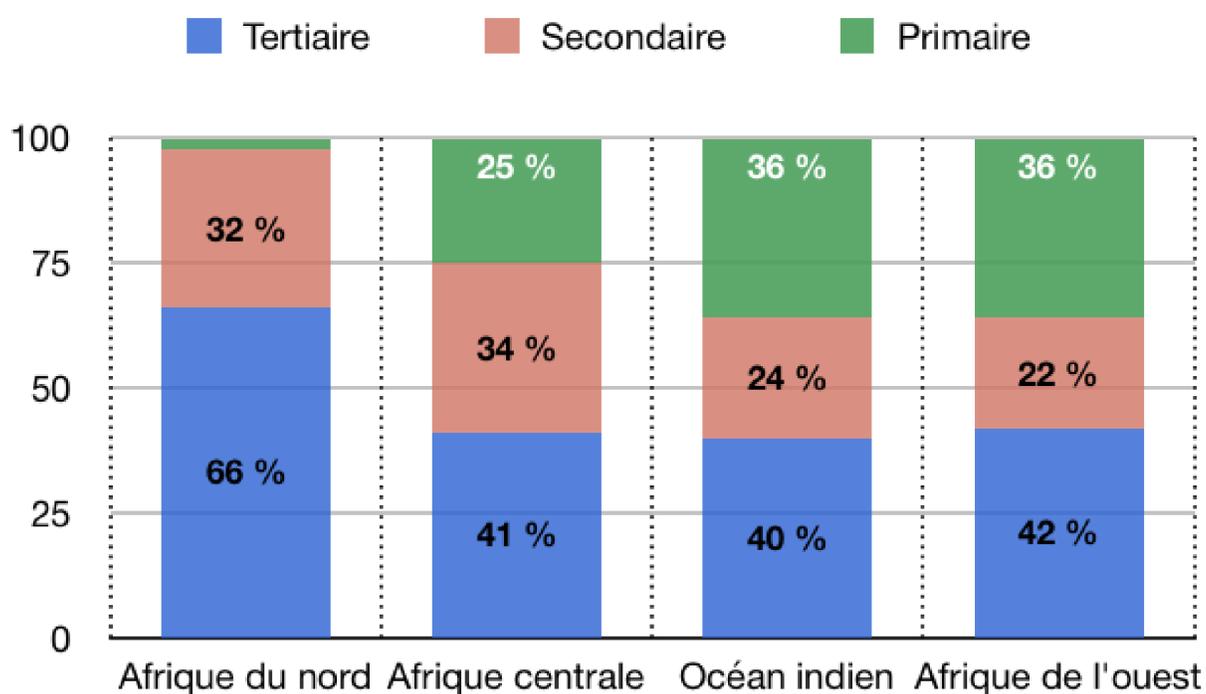


Cette année, 86 % des responsables et directeurs ont répondu eux-mêmes au questionnaire du Baromètre. C'est 9 points de plus que l'année dernière.

# SECTEUR D'ACTIVITÉ



## Quel est le secteur d'activité de votre entreprise ?



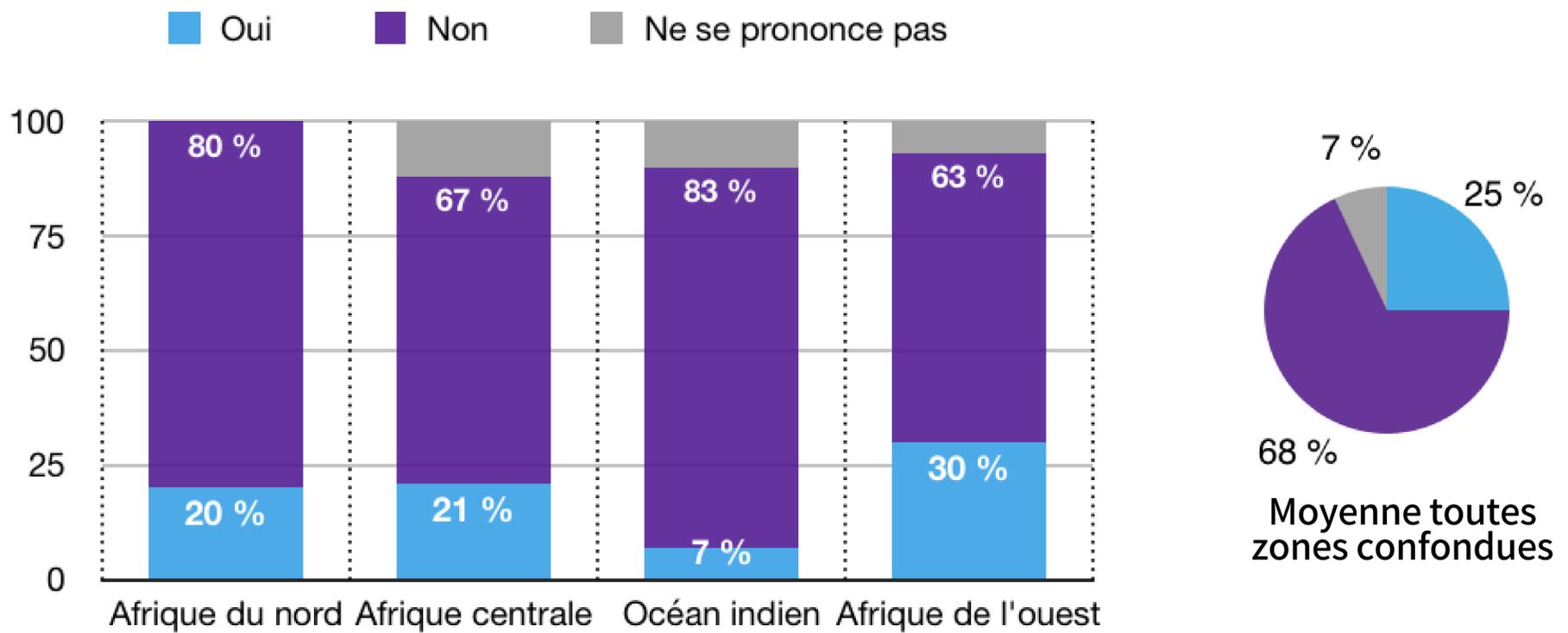
Presque la moitié des entreprises interrogées exerce une activité du secteur tertiaire, c'est même deux tiers en Afrique du nord. Le secteur secondaire y occupe aussi une place importante due à la puissance industrielle de la Mauritanie et du Maroc (textile, agroalimentaire...). L'agriculture est particulièrement représentée à Madagascar et en Afrique de l'ouest au regard du poids qu'elle occupe dans l'économie du Togo (47 %), du Mali et du Niger (39 %) ou encore de la Côte d'Ivoire (34 %). En Afrique centrale, le secteur secondaire est particulièrement important en raison des industries minières et pétrolières du Gabon (66 %) et du Congo (67 %), ainsi que le secteur primaire grâce aux ressources agricoles de la RDC et de la Centrafrique.

Le grand nombre d'entreprises interrogées cette année renforce donc la crédibilité du Baromètre CPCCAF comme un outil fiable et représentatif de la diversité des réalités vécues par les PME africaines de tous secteurs.



# CHEFS D'ENTREPRISE ARTISANS

## Êtes-vous artisan ?

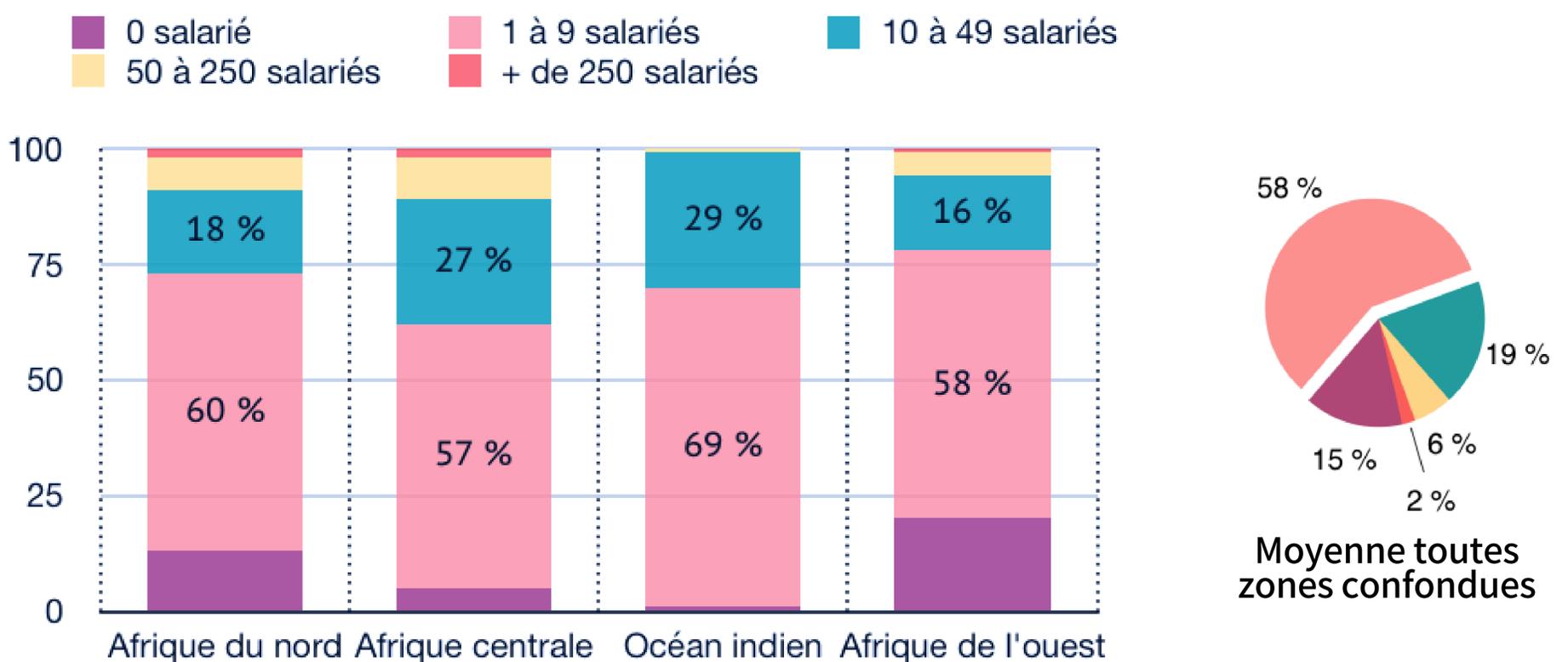


Pour la première fois depuis 2014, le nombre de chefs d'entreprises se considérant comme artisans est en baisse, et ce, tout particulièrement en Afrique de l'ouest (- 14 points par rapport à 2017). Seule l'Afrique centrale connaît cette année une croissance substantielle de son tissu d'entreprises artisanales (+ 13 points, base 2017).

# EFFECTIFS SALARIÉS PERMANENTS



## A combien de salariés s'élève l'effectif permanent de votre entreprise ?

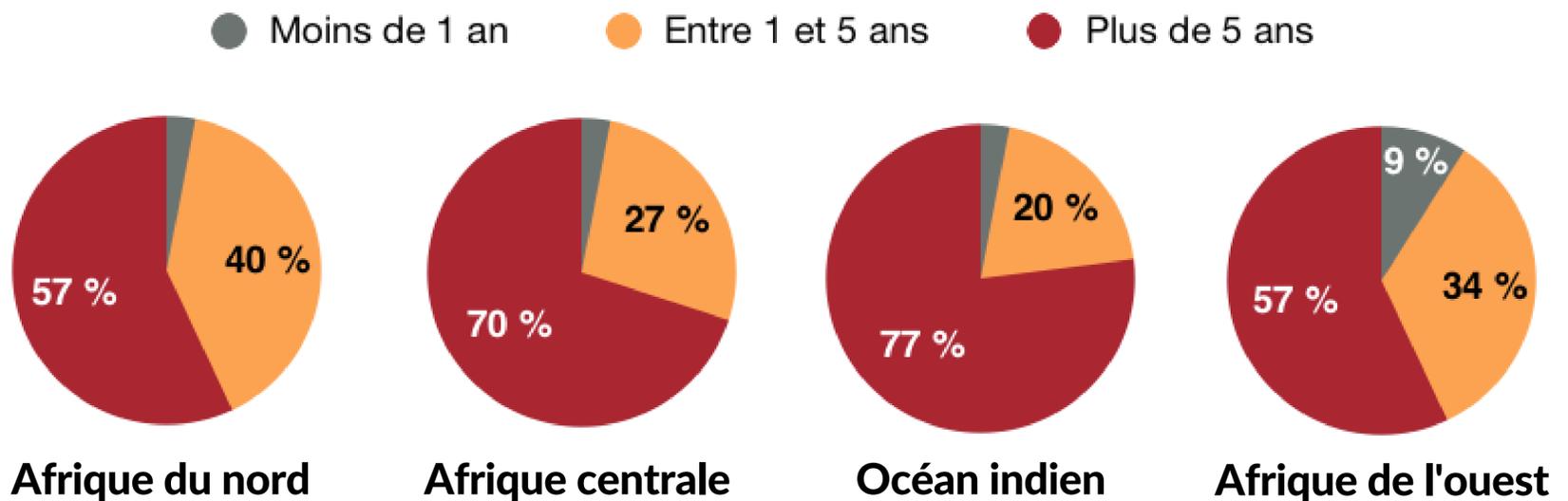


En 2018, 58 % des entreprises comptent entre 1 et 9 salarié(s) permanent(s), ce chiffre est relativement stable d'année en année (- 2 points base 2016, +1 point base 2017). La très grande majorité des entreprises africaines (à hauteur de 92 % des entreprises interrogées) est donc composée de moins de 50 employés, ce qui met en évidence l'omniprésence mais aussi l'importance des PME dans le tissu économique africain.



# ANCIENNETÉ DE L'ENTREPRISE

## Votre entreprise a été créée il y a... :

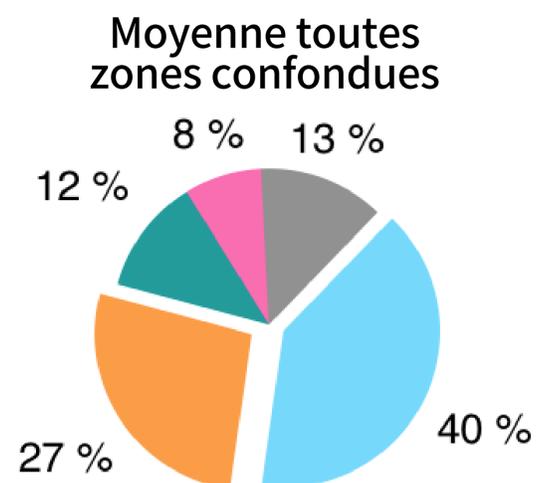
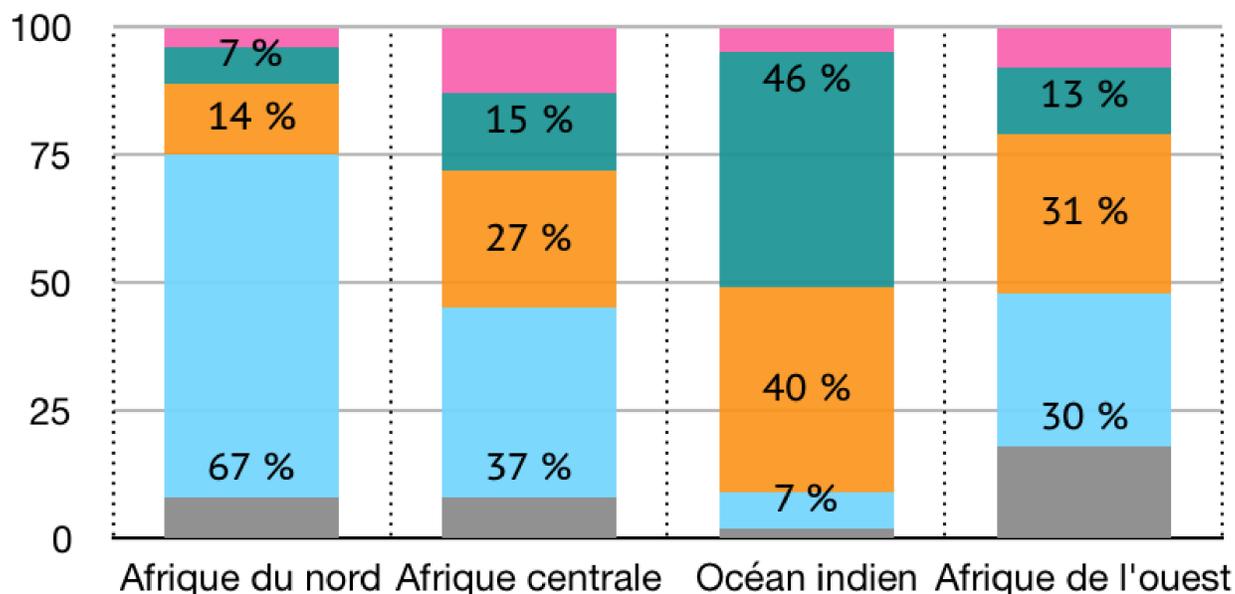
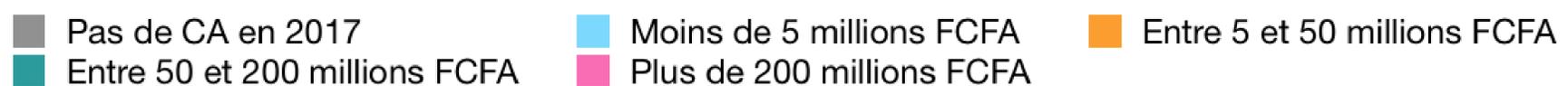


Cette année, 60 % des PME interrogées ont été créées depuis plus de 5 ans. La majorité des répondants au Baromètre font donc partie d'entreprises pérennes et solidement établies. Les chiffres mettent également en évidence le dynamisme de l'entrepreneuriat des zones Afrique du nord et Afrique de l'ouest, qui comptent 57 % d'entreprises créées il y a moins de 5 ans, contre respectivement 70 % et 77 % pour l'Afrique centrale et la zone Océan indien. Le Togo et le Niger sont cette année les deux pays comptant le taux le plus haut de très jeunes entreprises, avec respectivement 10 et 19 % d'entreprises interrogées créées il y a moins d'un an.



## CHIFFRE D'AFFAIRES 2017

## En 2017, votre chiffre d'affaires hors taxes se situait entre... :

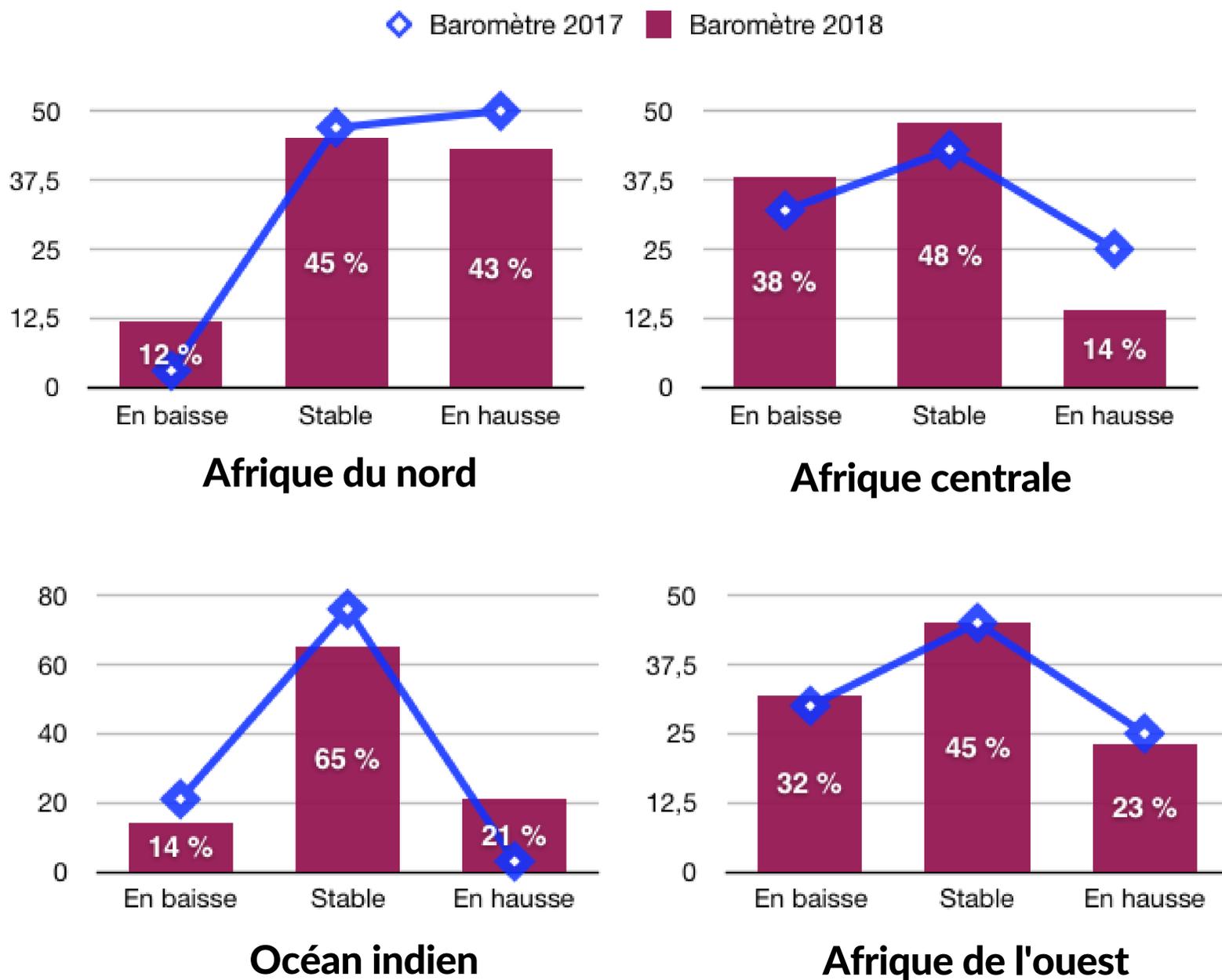


La majorité des entreprises interrogées cette année enregistrent, pour l'année 2017 un chiffre d'affaires inférieur à 5 millions FCFA. C'est 6 points de moins que l'année dernière. Mais dans l'ensemble, ces chiffres demeurent extrêmement stables et constants depuis la première édition du Baromètre, avec près de deux tiers d'entreprises interrogées dont le CA annuel se situe en-dessous de la barre des 50 millions FCFA.



# EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Sur les 6 derniers mois, votre chiffre d'affaires total est-il... :



L'année dernière, toutes zones confondues, 30 % des entreprises interrogées déclaraient que leur chiffre d'affaires total était en hausse sur les 6 derniers mois, et 25 % le déclaraient en baisse. Cette année, la tendance s'est inversée et le Baromètre enregistre des résultats plus pessimistes : 29 % des entreprises ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires sur les 6 derniers mois, tandis que seules 25 % d'entre elles l'ont vu évoluer à la hausse.

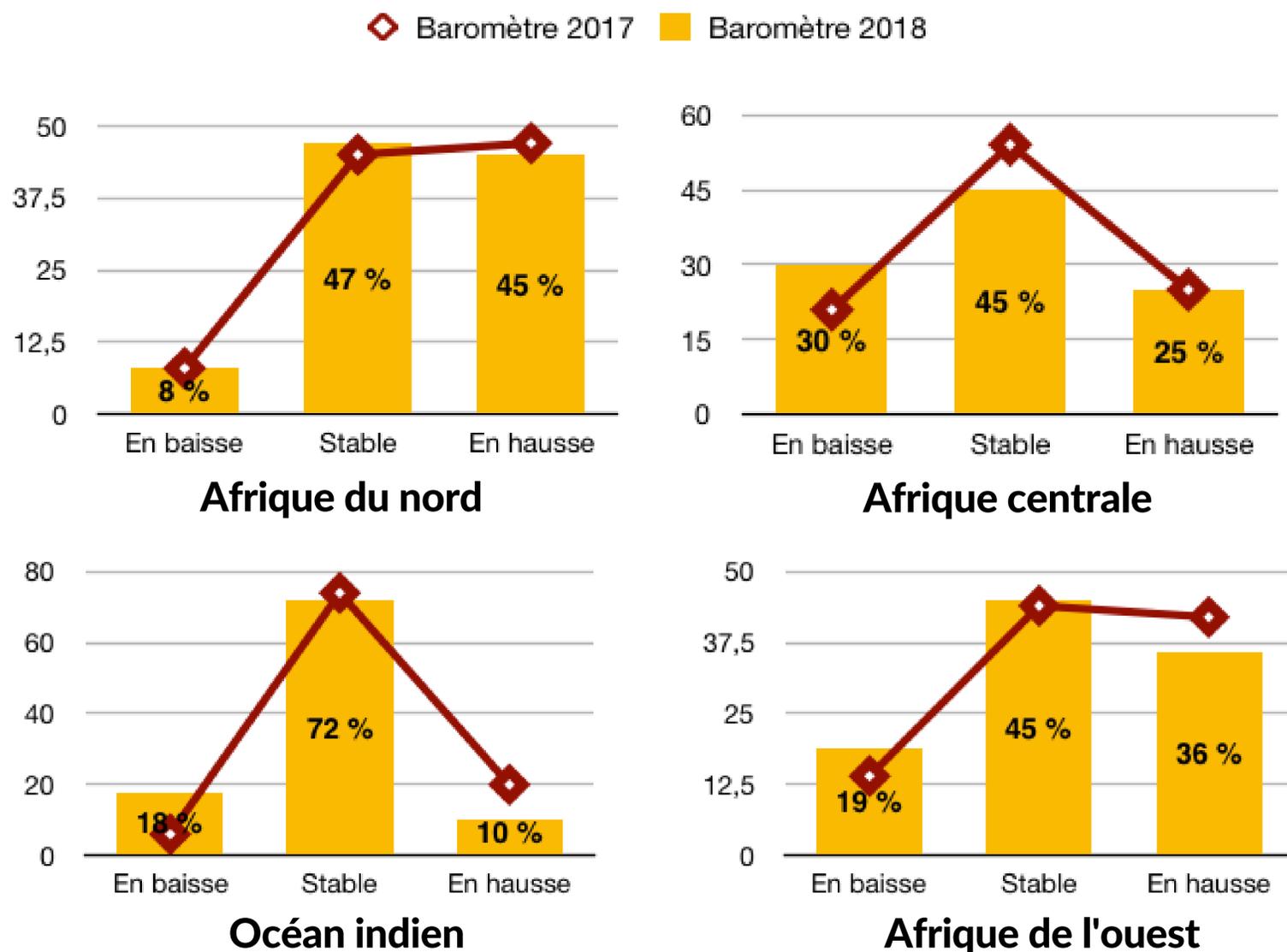
L'Afrique du nord et l'Afrique centrale sont les zones les plus touchées par cette tendance à la baisse. L'Afrique du nord enregistre 12 % d'entreprises dont le CA évoluait à la baisse en 2017, ce chiffre s'élève à 38 % cette année. Cette baisse s'explique surtout par la dynamique négative à l'œuvre en Tunisie, qui comptait 6 % d'entreprises au CA en baisse en 2017, contre 26 % cette année, ce qui représente une hausse significative de 20 points de pourcentage. En Afrique centrale, 32 % des répondants déclaraient l'année dernière que leur chiffre d'affaires avait baissé sur les 6 derniers mois, alors que ce chiffre s'élève cette année à 38 %. Il est particulièrement élevé en raison des mauvais résultats enregistrés au Congo (63 % d'entreprises dont le CA est en baisse) et du Cameroun (42 %).

La zone Afrique de l'ouest affiche quant à elle une dynamique un peu moins positive que l'année dernière, mais dans l'ensemble, les résultats demeurent quasi-inchangés et comparables à ceux de 2017. Quant à la zone Océan indien, elle est la seule dont les résultats 2018 sont meilleurs que 2017. Cela s'explique par les résultats très positifs enregistrés à Madagascar, avec 21 % d'entreprises déclarant que leur CA est en hausse cette année, contre seulement 3 % l'année dernière.



# EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

**Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que votre chiffre d'affaires total sera... :**

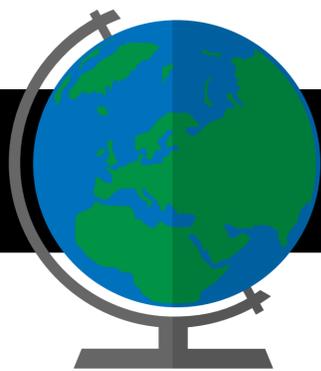


Intéressons-nous à présent aux perspectives d'évolution du chiffre d'affaires des entreprises, telles qu'anticipées par les répondants eux-mêmes.

Toutes zones confondues, 31 % des entreprises pensent cette année que leur chiffre d'affaires va augmenter sur les 6 prochains mois. Cela représente une baisse de 5 points par rapport à l'édition 2017 du Baromètre, une baisse de 7 points par rapport à l'édition 2016, et de 8 points par rapport à l'édition 2015. Sur les 3 dernières années, on constate donc un affaiblissement certes lent et progressif, mais constant, de l'optimisme global des entreprises, qui est même particulièrement marqué cette année. 57 % des répondants pensent que leur chiffre d'affaires va rester stable (+6 points, base 2017), et 12 % estiment qu'il va baisser (-1 point, base 2017). La bonne nouvelle est que cette dynamique négative ne s'est pas traduite par une augmentation de la part des entreprises anticipant un chiffre d'affaires en baisse, mais seulement de la part de celles qui estiment qu'il sera stable.

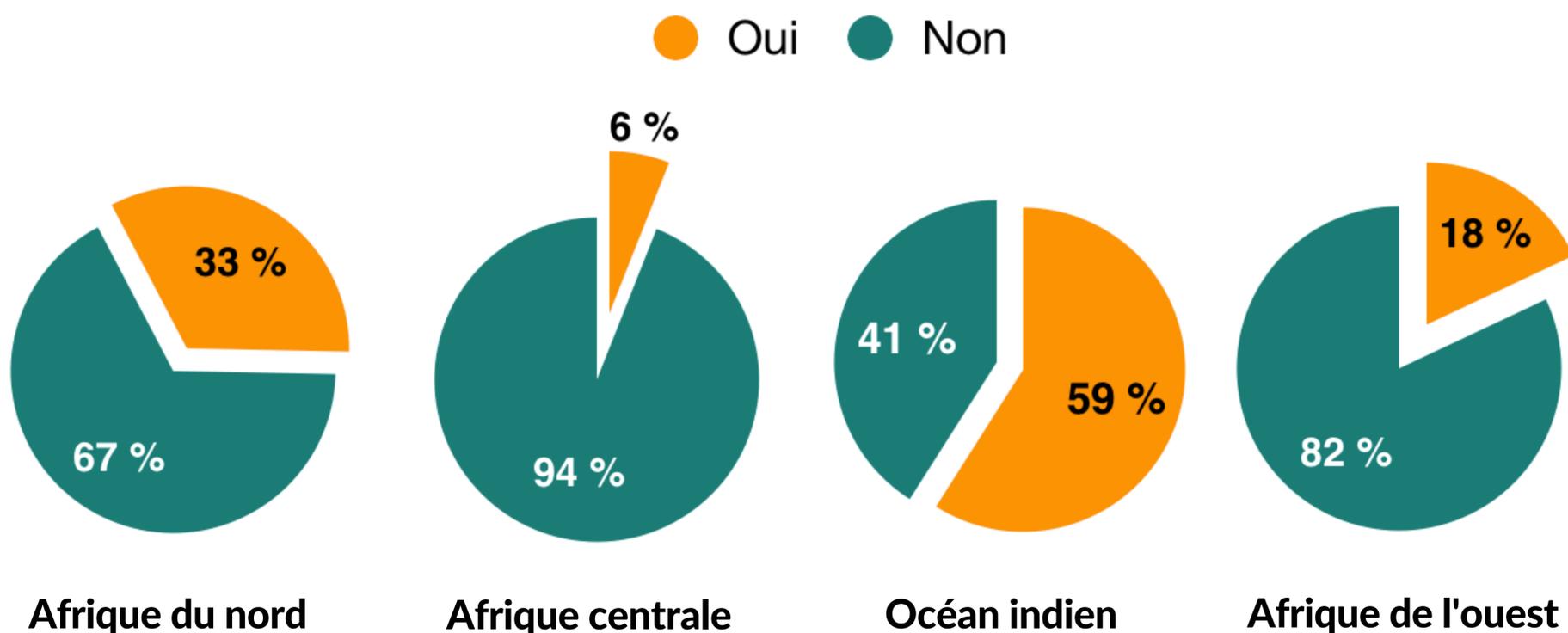
L'Afrique centrale semble être la zone accusant le plus haut regain de pessimisme par rapport à 2017. Le pourcentage d'entreprises d'Afrique centrale qui prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires sur les 6 prochains mois est passé de 21 % en 2017 à 30 % cette année. Même si la Centrafrique et la RDC présentent des résultats encourageants avec respectivement 50 % et 40% d'entreprises qui estiment que leur chiffre d'affaires devrait augmenter, ces résultats demeurent tout de même sensiblement moins positifs que l'année dernière.

Si les résultats de l'Afrique du nord restent quasi-inchangés par rapport à l'année dernière, ceux de l'Afrique de l'ouest et de l'Océan indien suivent, comme l'Afrique centrale, une dynamique certes négative, mais beaucoup plus mesurée.



# CHIFFRE D'AFFAIRES A L'EXPORT

## Réalisez-vous un chiffre d'affaires à l'export ?



Cette année, 19 % des entreprises interrogées réalisent un chiffre d'affaires à l'export, c'est 5 points de plus que l'année dernière — une hausse significative, qui indique que l'internationalisation des entreprises est en bonne voie.

A Madagascar, près de 59 % des entreprises interrogées déclarent réaliser un CA à l'export. La zone Océan indien est suivie par l'Afrique du nord à hauteur de 33 %, puis de l'Afrique de l'ouest à 18 % de réponses positives. Pour ces trois zones, le pourcentage de PME exportatrices est en forte hausse par rapport à l'année dernière.

En revanche, l'Afrique centrale accuse cette année une baisse significative du nombre de PME tournées vers l'extérieur. Alors que près de 14 % des entreprises interrogées en Afrique centrale déclaraient réaliser un chiffre d'affaires à l'export en 2017, c'est seulement 6 % aujourd'hui. Cette année, seules 3 % des entreprises centrafricaines et 4 % des entreprises congolaises déclarent réaliser un chiffre d'affaires à l'export, alors que ces chiffres s'élevaient respectivement à 11 % et 9 % l'année dernière.

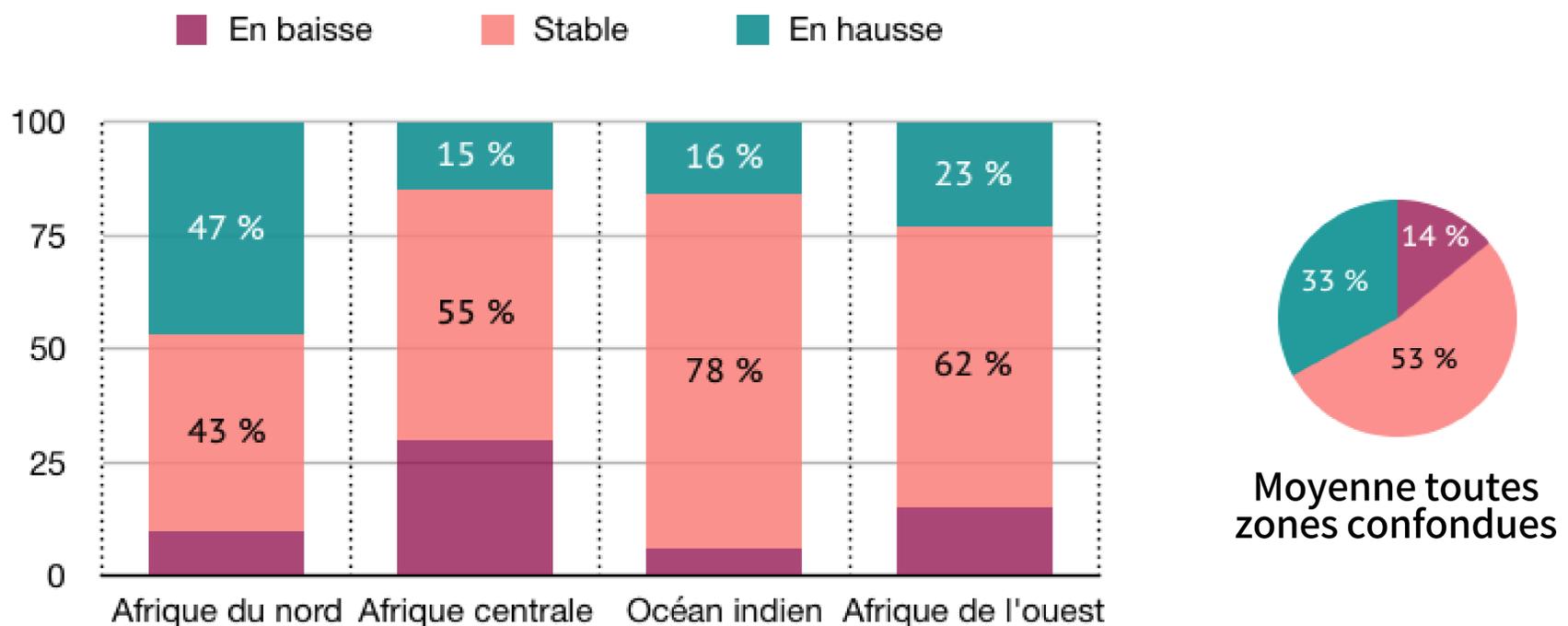
En Afrique du nord, si la comparaison n'est pas possible pour la Mauritanie — car elle n'était pas recensée dans le Baromètre 2017 —, on constate à la fois au Maroc et en Tunisie une hausse significative du nombre d'entreprises exportatrices, passant respectivement de 18 à 26 %, et de 39 à 61 %.

En Afrique de l'ouest, le pourcentage de PME indiquant réaliser un chiffre d'affaires à l'export a presque doublé entre 2017 et 2018 au Bénin, au Burkina Faso et au Mali. Il a aussi sensiblement augmenté au Sénégal, passant de 25 % en 2017 à 36 % en 2018. Seuls le Togo et le Niger enregistrent cette année un taux - de l'ordre de 1 à 2 points - légèrement inférieur d'entreprises exportatrices, en comparaison avec l'édition précédente du Baromètre.



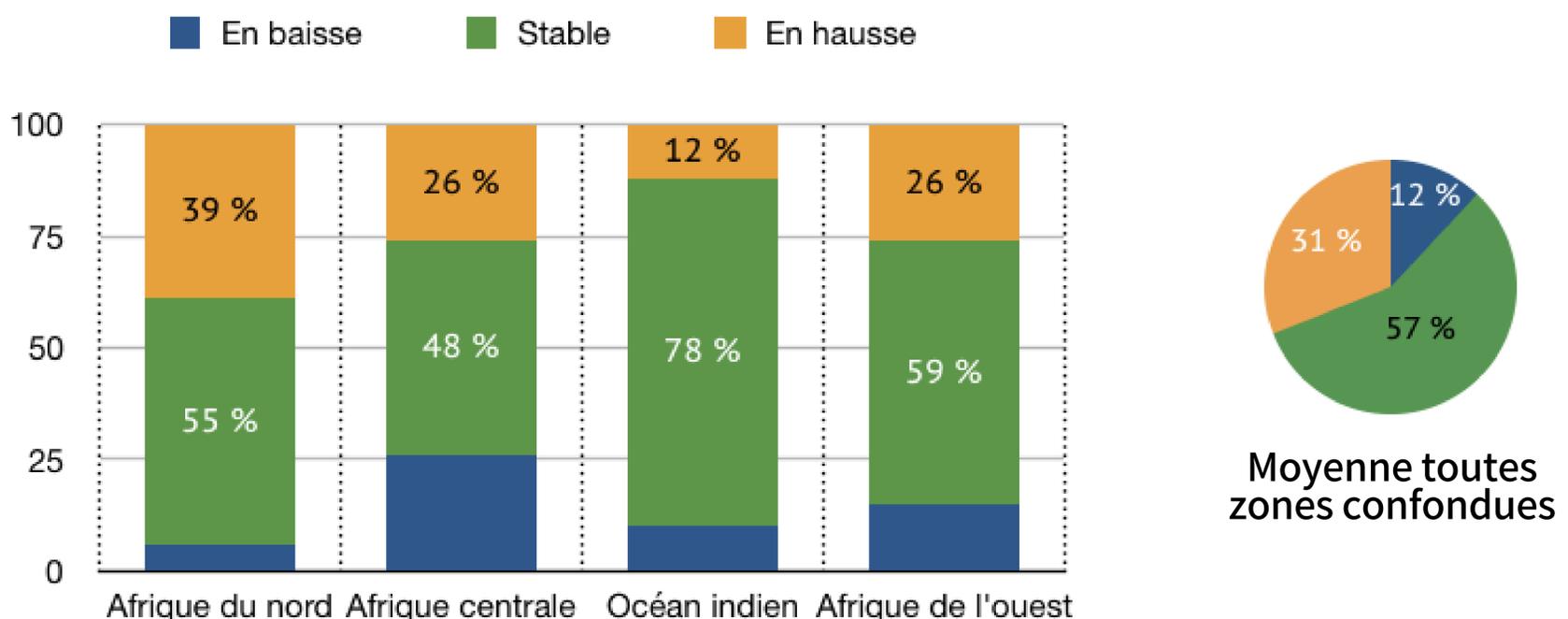
# C.A. DES PME EXPORTATRICES

Question adressée uniquement aux PME exportatrices. Sur les 6 derniers mois, votre chiffre d'affaires dans votre pays est-il... :



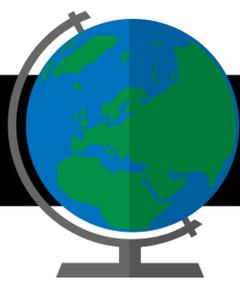
33 % des PME exportatrices déclarent que leur chiffre d'affaires domestique est en hausse sur les 6 derniers mois, c'est 3 points de plus que l'année dernière ; dans le même temps, le pourcentage d'entreprises exportatrices qui déclarent qu'il est en baisse est passé de 19 % en 2017 à 14 % cette année. Ces bons résultats contrastent avec les performances de toutes les PME prises dans leur ensemble (PME non-exportatrices incluses), qui, comme nous l'avons rappelé, ont cette année constaté des résultats beaucoup moins optimistes ; et ils démontrent ainsi que les entreprises exportatrices sont aussi celles qui se portent le mieux au niveau national. Ceci est particulièrement vrai en Afrique du nord, où presque la moitié des PME exportatrices a constaté une hausse de chiffre d'affaires sur le territoire national sur les 6 derniers mois.

Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que votre chiffre d'affaires dans votre pays sera... :



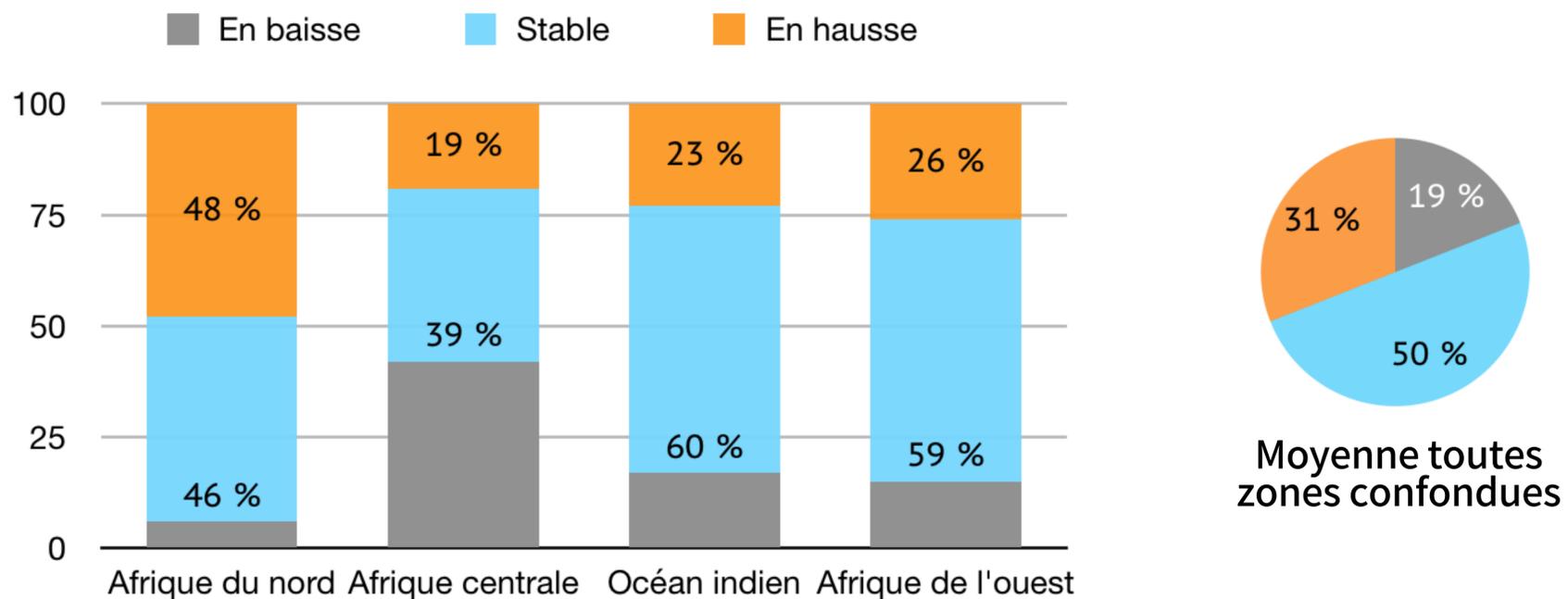
En revanche, on constate qu'une majorité de répondants anticipe une tendance de stabilisation de leur chiffre d'affaires domestique sur les 6 prochains mois. C'est le cas pour 57 % des entreprises interrogées.

Il semble aussi important de relever l'optimisme très élevé des PME d'Afrique centrale qui, alors qu'elles n'étaient que 15 % à voir leur chiffre d'affaires augmenter ces 6 derniers mois, sont 26 % à estimer qu'il devrait évoluer à la hausse sur les 6 mois à venir.



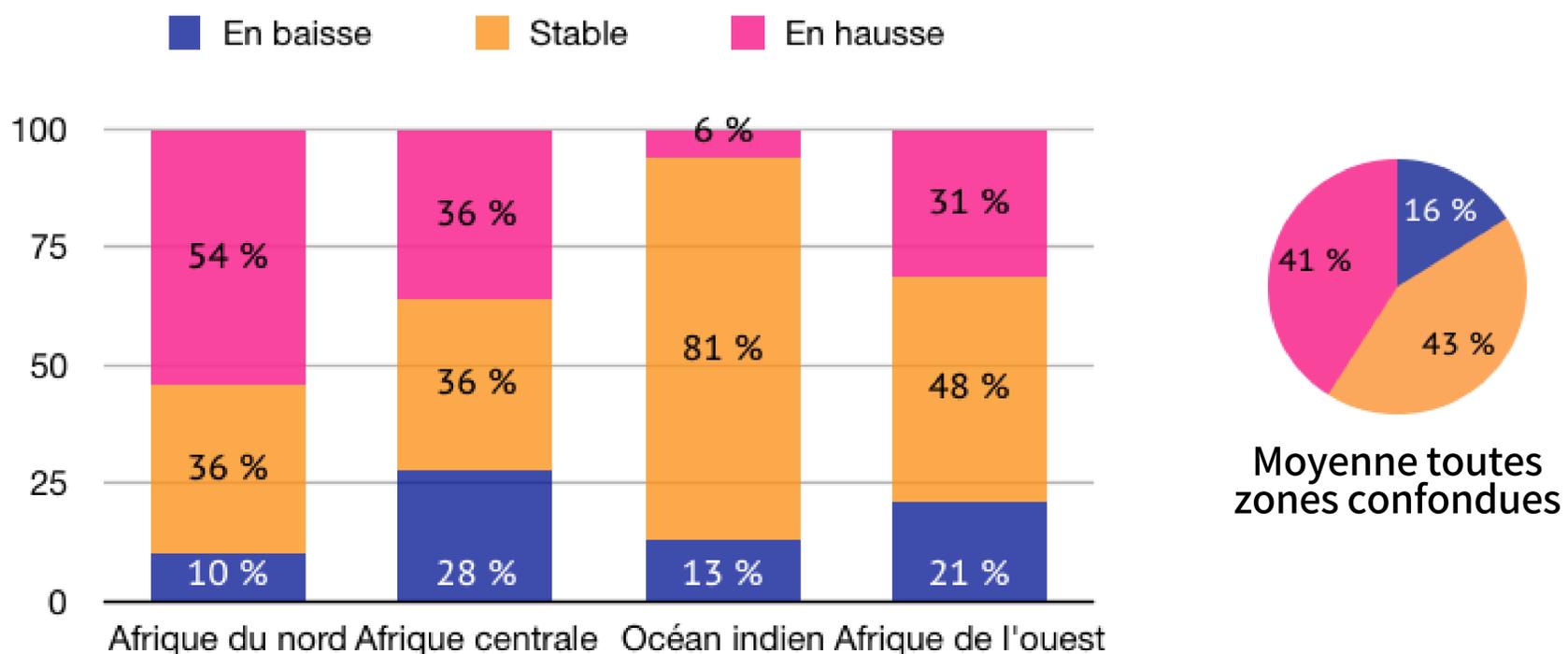
# C.A. DES PME EXPORTATRICES

**Question adressée uniquement aux PME exportatrices. Sur les 6 derniers mois, votre chiffre d'affaires à l'export est-il... :**

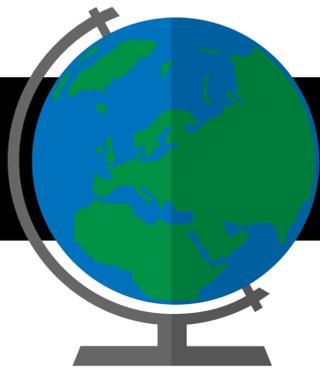


Interrogées sur l'évolution de leur chiffre d'affaires à l'export sur les 6 derniers mois, les entreprises affichent cette année des résultats moins satisfaisants que lors de la précédente édition du Baromètre. En 2017, 34 % des répondants déclaraient que leur chiffre d'affaires était en hausse et 17 % en baisse sur les 6 derniers mois ; cette année, seules 31 % des PME exportatrices ont constaté une hausse de leur chiffre d'affaires à l'export, tandis que 19 % ont observé une baisse. Toutefois, l'hypothèse selon laquelle les PME qui exportent sont en meilleure santé économique que les autres se confirme, car leurs performances restent relativement élevées au regard de la moyenne de l'ensemble des entreprises qui déclarent un chiffre d'affaires en hausse (25 %, cf. section précédente). L'Afrique du nord affiche une nouvelle fois des résultats particulièrement positifs, avec 48 % d'entreprises dont le chiffre à l'export a augmenté, 46 % pour lesquelles il est resté stable, et seulement 6 % pour lesquelles il a diminué.

**Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que votre chiffre d'affaires à l'export sera... :**

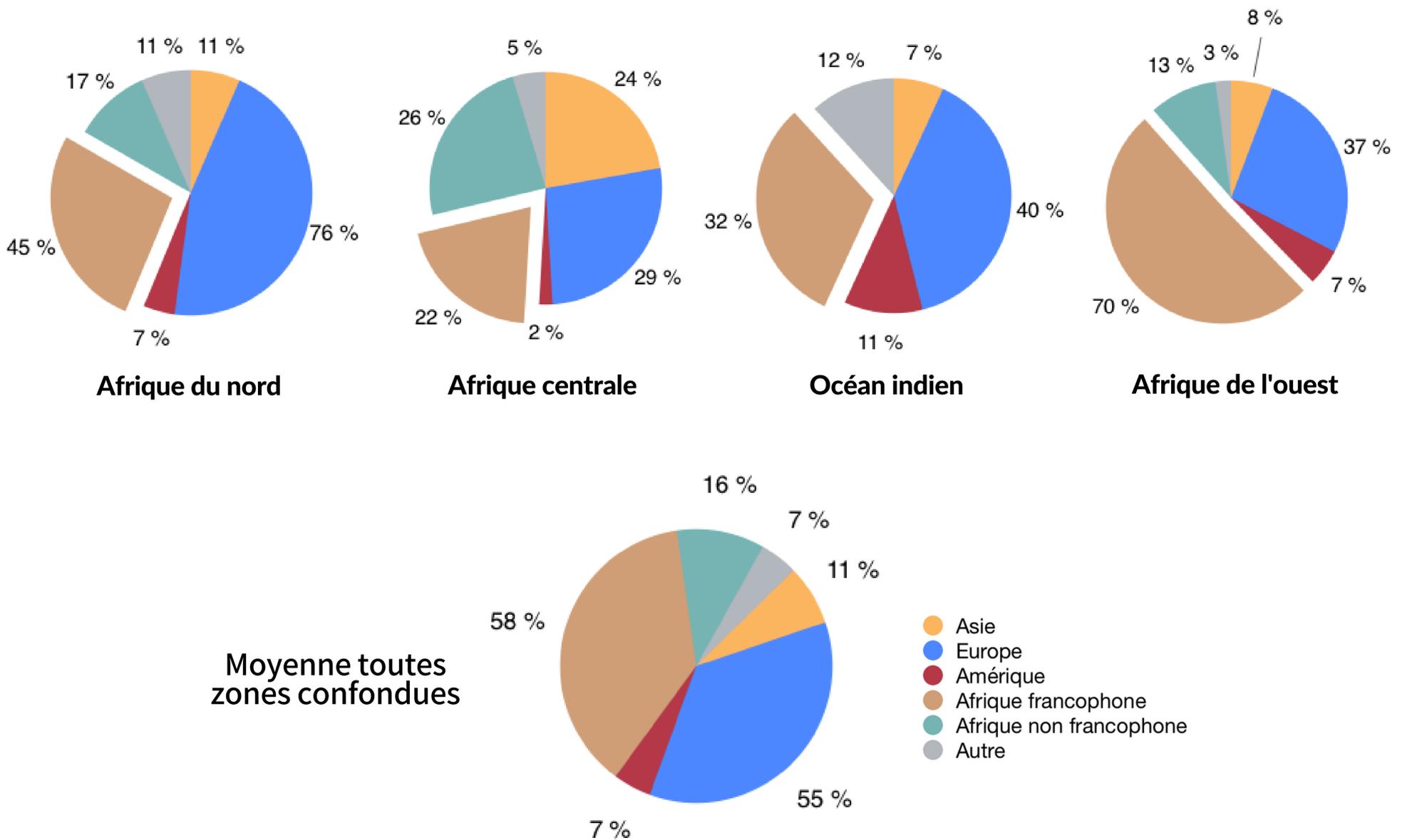


L'Afrique centrale et l'Afrique du nord sont plus optimistes que l'année dernière quant à l'évolution future de leur chiffre d'affaires à l'export (respectivement +13 points et +7 points, base 2017). Ce n'est pas le cas de l'Afrique de l'ouest qui perd 7 points, ni de Madagascar qui en perd 8, retombant à seulement 6 % d'entreprises qui pensent voir leur chiffre d'affaires à l'export évoluer à la hausse sur les 6 prochains mois.



# ZONES D'EXPORTATION

**Vers quelle(s) zone(s) exportez-vous principalement (plusieurs réponses possibles) ?**

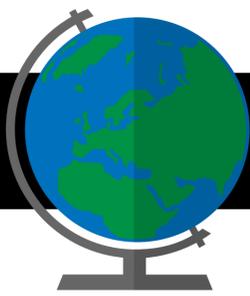


Interrogées sur leurs zones d'exportation privilégiées, les entreprises d'Afrique du nord déclarent à 76 % exporter principalement vers l'Europe, c'est 2 points de plus que l'année dernière. Bien que quantitativement plus modeste, la part des exportations vers l'Europe a proportionnellement augmenté de manière significative pour les zones Afrique centrale et Afrique de l'ouest, et l'Europe semble s'affirmer chaque année davantage comme un partenaire commercial privilégié pour l'ensemble des pays interrogés.

En revanche, le pourcentage d'entreprises exportant principalement vers l'Amérique a diminué de 2 points, tandis le niveau des exportations vers l'Asie est resté inchangé.

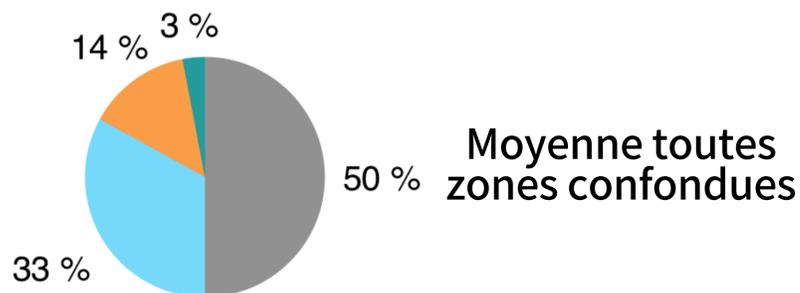
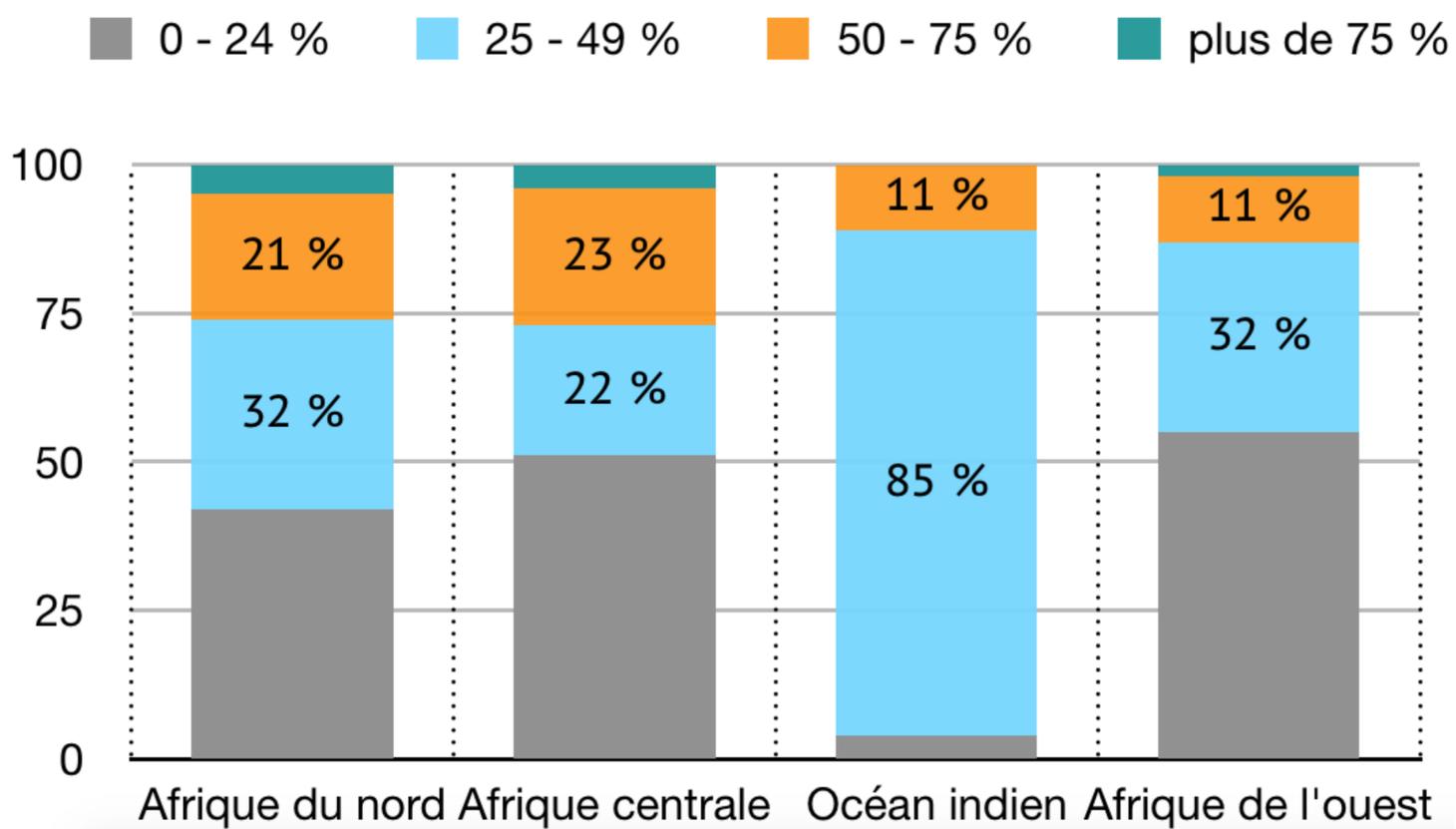
Ce qu'il est surtout important de relever, c'est que le rôle de la francophonie comme levier de coopération économique se précise chaque année davantage, car 58% des entreprises déclarent désormais exporter principalement vers l'Afrique francophone. C'est 2 points plus qu'en 2017. Cette tendance est particulièrement visible pour les entreprises d'Afrique de l'ouest : 70 % d'entre elles exportent principalement dans le reste de l'Afrique francophone. C'est 68 % pour le Sénégal, 72 % pour la Côte d'Ivoire, et jusqu'à 91 % pour les entreprises maliennes.

Parallèlement, le pourcentage d'entreprises qui déclarent exporter vers l'Afrique non francophone a décliné de 5 points.



# ZONES D'EXPORTATION

**Si vous exportez vers l'Afrique francophone, quel pourcentage du chiffre d'affaires réalisez-vous sur cette zone ?**



Malgré l'importance que revêt l'Afrique francophone comme zone privilégiée d'exportation pour les entreprises interrogées, le chiffre d'affaires réalisé sur cette zone est inférieur à un quart de du chiffre d'affaires total pour près de la moitié des répondants, contre 43 % en 2017. Il est aujourd'hui situé entre 25 et 49 % du chiffre d'affaires total pour un tiers des entreprises, alors qu'il s'élevait à près de 40 % l'année dernière.

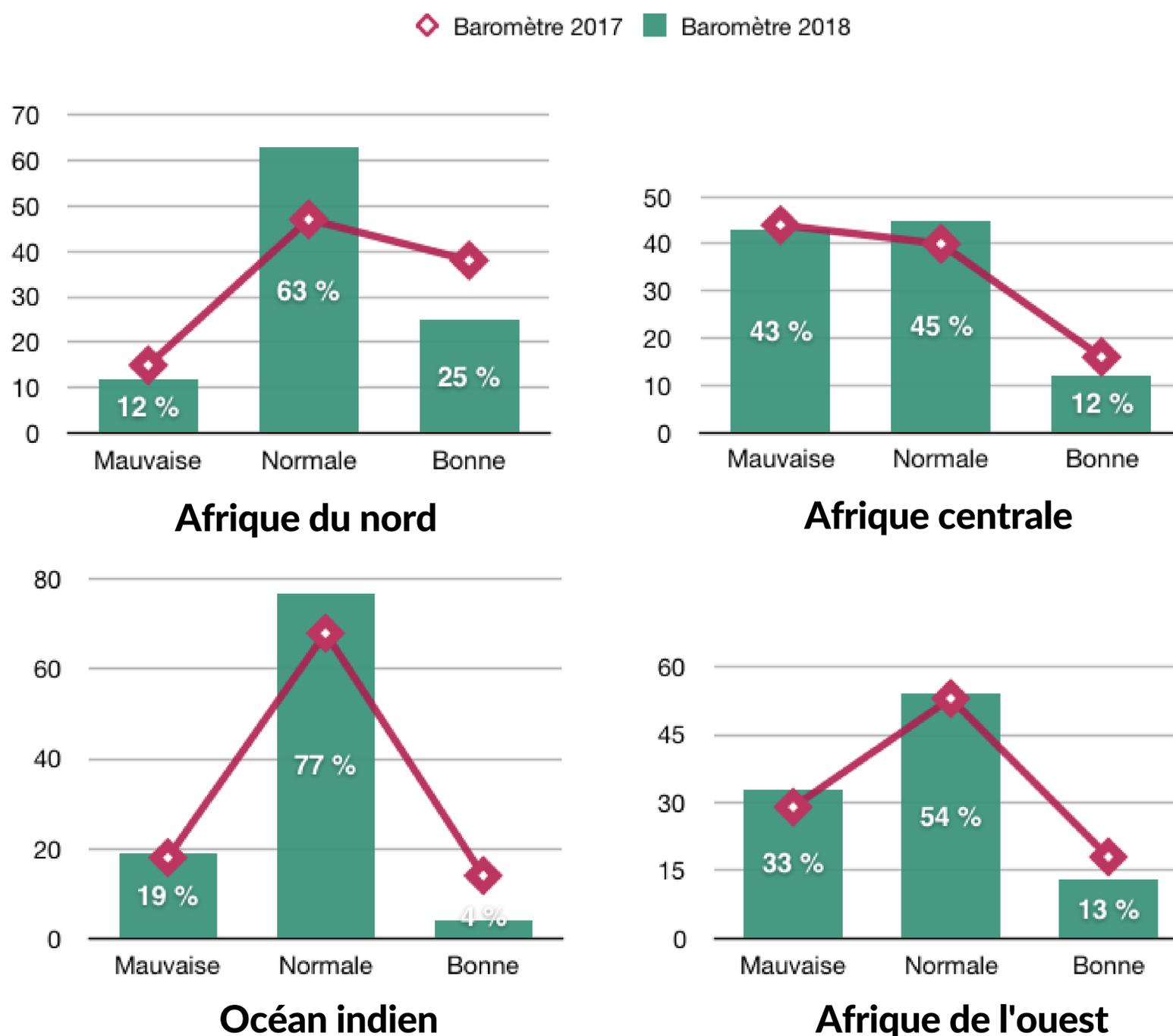
Le chiffre d'affaires réalisé en Afrique francophone est donc non seulement très modeste au regard de son importance pour une majorité de PME exportatrices, mais il est de surcroît significativement en baisse par rapport à l'année 2017. Alors que les chiffres de 2017 laissaient imaginer une évolution à la hausse, nous sommes aujourd'hui revenus à des niveaux similaires à ceux observés en 2016.

Les entreprises d'Afrique de l'ouest, pour lesquelles l'Afrique francophone représente pourtant (à hauteur de 70 %) une zone d'exportation privilégiée, ne réalisent qu'une proportion très modeste de leur chiffre d'affaires sur cette zone.



# SANTÉ DE L'ENTREPRISE

**Actuellement, estimez-vous que la situation financière de votre entreprise est... :**



Interrogées sur la situation financière de leur entreprise, seuls 15 % des répondants la qualifieraient aujourd'hui de "bonne", c'est 4 points de moins qu'en 2016, et 7 points de moins par rapport à 2017.

Sans exception, les quatre zones interrogées accusent donc une recrudescence du nombre d'entreprises dont la situation financière est estimée comme bonne. Cette baisse est surtout visible en Afrique du nord (- 13 points), mais elle est aussi significative pour les zones Afrique centrale (- 4 points) et Afrique de l'ouest (- 5 points), et dans une moindre mesure pour Madagascar (-1 point).

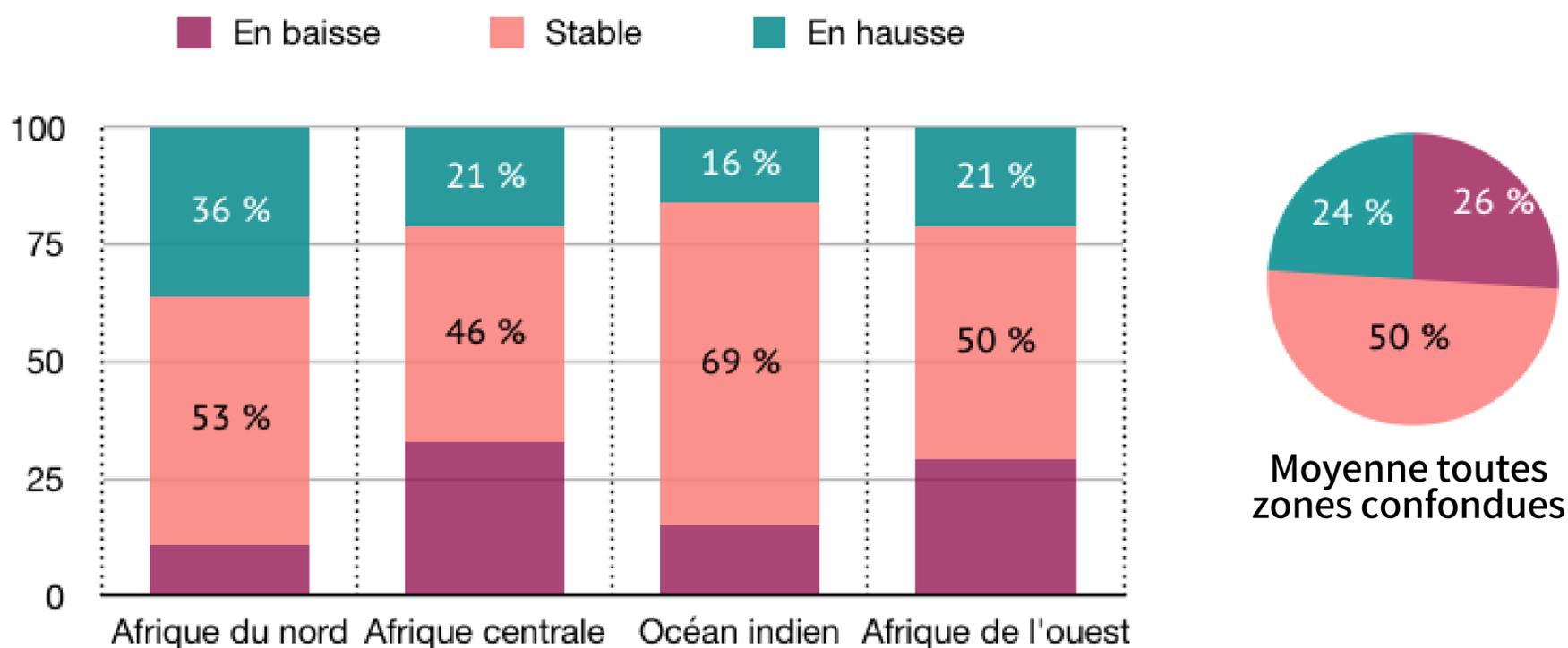
Au sein de la zone Afrique centrale, on constate cette année des variations de grande amplitude par rapport à l'édition 2017 ; à la fois de manière positive pour la RDC (de 8 % à 20 % d'entreprises qui considèrent la situation financière de leur entreprise comme bonne) et pour la Centrafrique (de 11 % à 27 %), mais aussi dans le mauvais sens pour le Cameroun (de 24 % à 7 %) et le Gabon (de 22 % à 6 %).

En revanche, on peut noter que malgré l'affaiblissement de l'optimisme général, le pourcentage d'entreprises considérant leur situation financière comme mauvaise a seulement augmenté d'un point, passant de 30 % à 31 % cette année.



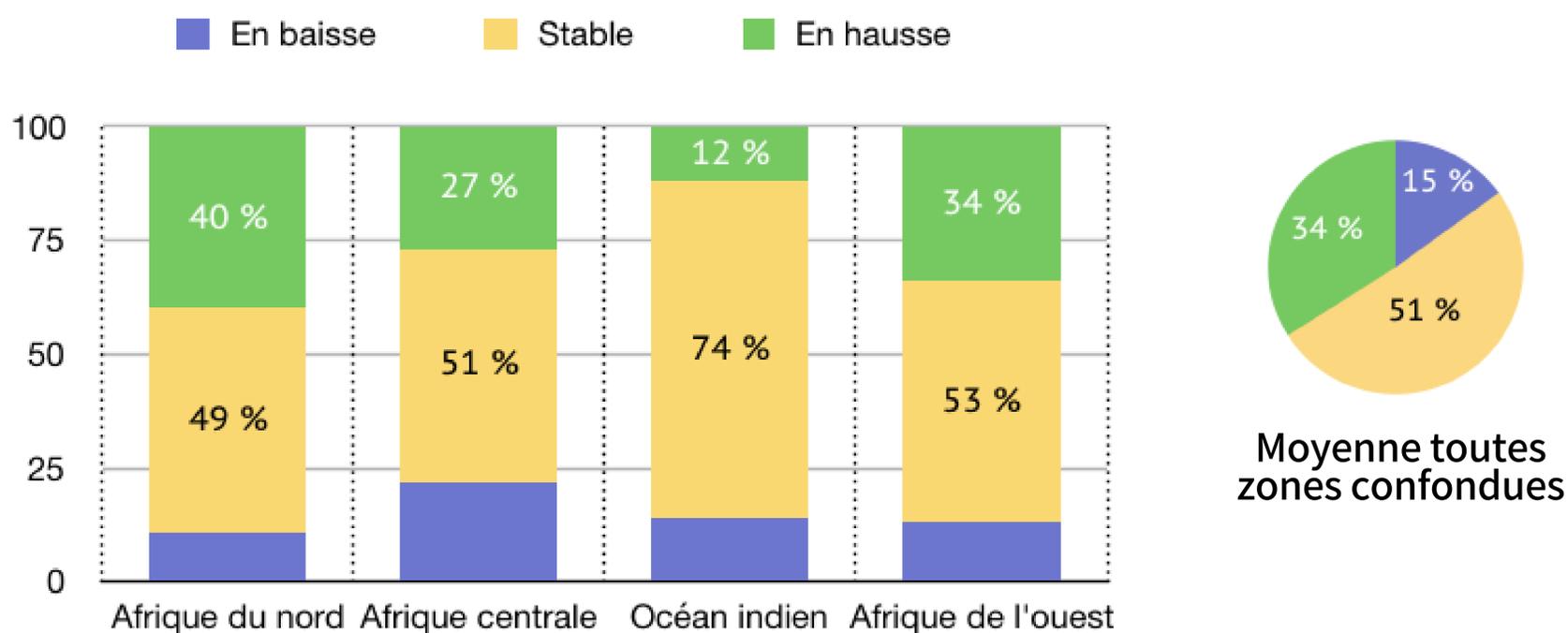
# INVESTISSEMENTS

## Sur les 6 derniers mois, le montant de vos investissements est-il... :



Interrogés sur le niveau de leurs investissements sur les 6 derniers mois, 50 % des répondants indiquent que ceux-ci sont restés stables, un quart qu'ils ont augmenté, et un quart qu'ils ont diminué. Une fois de plus, les chiffres témoignent d'une conjoncture économique plus défavorable cette année qu'en 2017, car le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont en hausse a décliné de 3 points, et parallèlement, le pourcentage d'entreprises où ils sont en baisse a augmenté de 4 points.

## Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que le montant de vos investissements sera... :

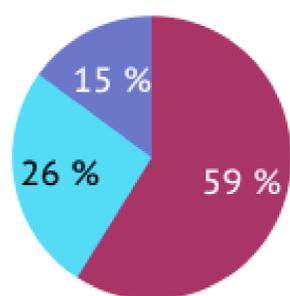
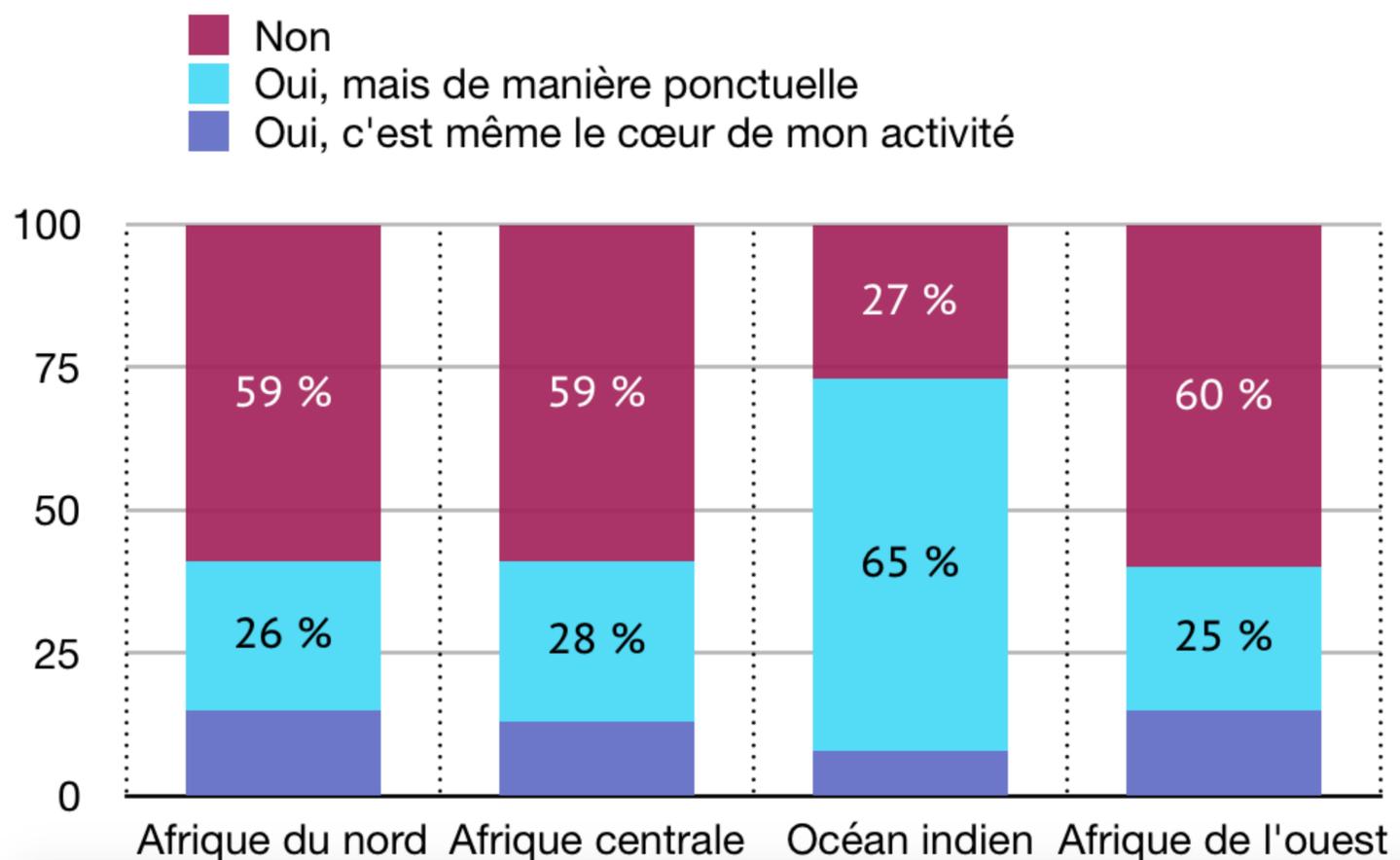


En revanche, les prévisions moyennes de l'évolution des investissements sur les 6 prochains mois demeurent quasi-inchangées par rapport à 2017, et ne divergent pas de plus de 2 points. Quelques pays font exception à cette tendance générale et affichent des évolutions notables comme le Niger, où les intentions d'investissement ont fortement augmenté (+ 24 points), la RDC (+ 14 points), ou encore la Côte d'Ivoire (+ 12 points). Seules les entreprises de la zone Océan indien semblent pour l'instant incapables de rehausser de façon significative le niveau de leurs investissements d'une année sur l'autre.



# NIVEAUX D'INTERNATIONALISATION

**Votre entreprise est-elle en contact (partenariats, clients, fournisseurs, ...) avec des entreprises internationales ou qui ont des activités à l'international ?**



Moyenne toutes zones confondues

Comme l'année dernière, 59 % des entreprises interrogées n'ont, dans leur activité quotidienne, aucun contact avec des entreprises internationales ou conduisant des activités à l'international.

En revanche, le pourcentage d'entreprises qui font de l'internationalisation le cœur de leur activité a augmenté de 3 points par rapport aux chiffres 2017.

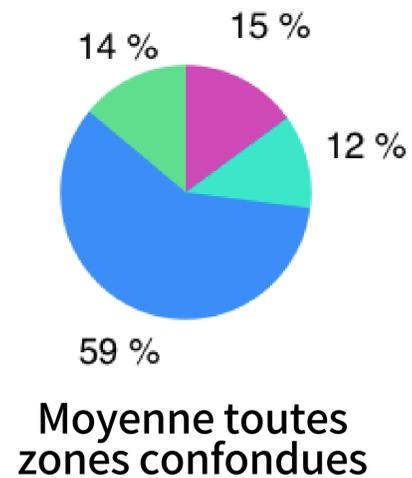
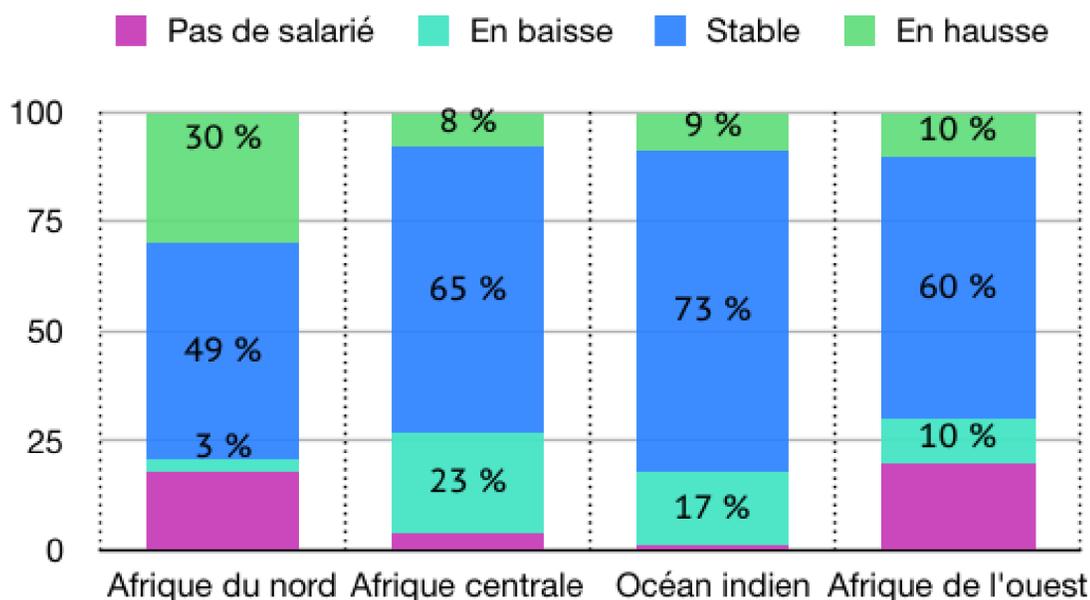
Les entreprises fondamentalement tournées vers l'extérieur sont particulièrement nombreuses en Tunisie (43 % des entreprises pour qui les contacts avec l'international sont au cœur de l'activité de l'entreprise) ainsi qu'au Bénin (35 %) et au Sénégal (31 %).

A l'inverse, le niveau d'internationalisation est particulièrement faible en Centrafrique (où 82 % des entreprises interrogées déclarent n'avoir aucun contact avec des entreprises internationales), ainsi qu'au Niger (80 %), au Togo (78 %), au Gabon (75 %) et au Burkina Faso (74 %).



# EVOLUTION DES EFFECTIFS

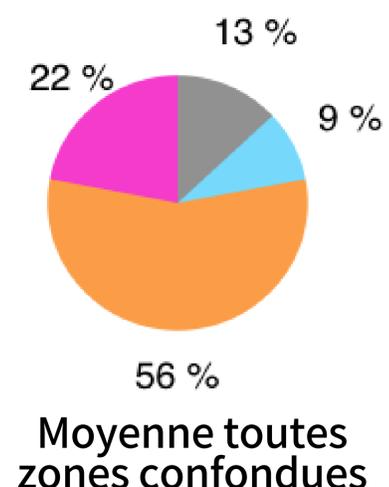
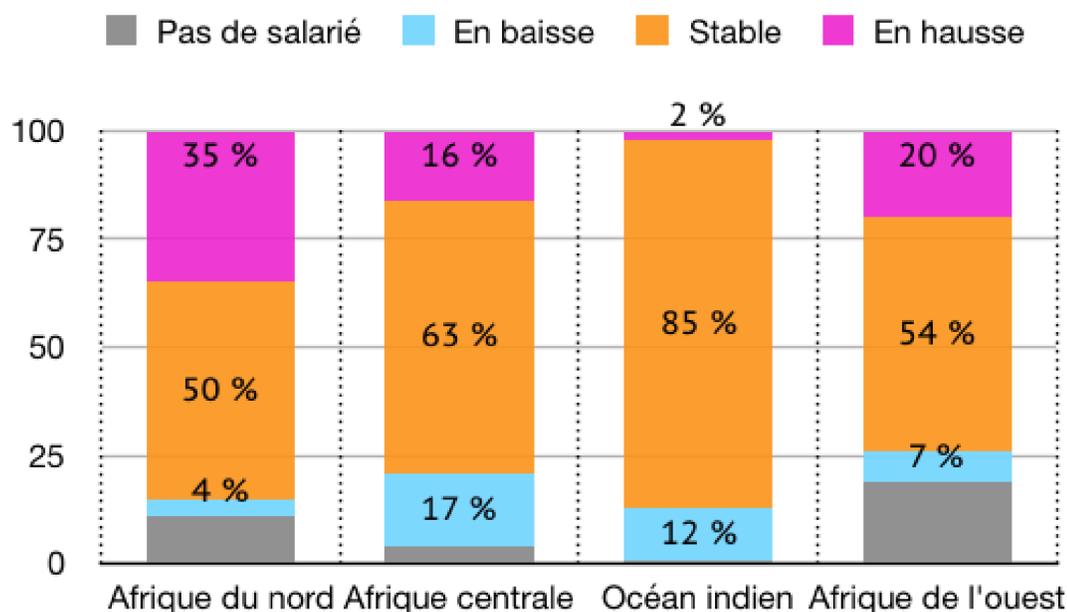
## Sur les 6 derniers mois, le nombre de vos salariés est-il... :



Comme l'année dernière, près de 15 % des entreprises interrogées ne comptent aucun salarié. Ces micro-entreprises qui n'emploient pas sont particulièrement nombreuses au Niger (45 % des entreprises interrogées).

Lors de l'édition 2017 du Baromètre, 26 % des entreprises anticipaient une hausse de leurs effectifs salariés, et seulement 9 % d'entre elles anticipaient une baisse. Les chiffres de cette année mettent en évidence un réel décalage, qui prouve que les chefs d'entreprise n'ont finalement pas été en mesure d'embaucher autant qu'ils l'auraient voulu (différence de - 12 points entre les prévisions 2017 et les effectifs en hausse observés cette année) et qu'ils ont même dû réduire leurs effectifs davantage que prévu (différence de + 3 points entre le nombre de salariés en baisse en 2018 et les prévisions 2017). Il semblerait donc que la tendance à la baisse des chiffres d'affaires, non anticipée l'année dernière, ait eu une influence significative sur les créations d'emploi.

## Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que le nombre de vos salariés sera... :

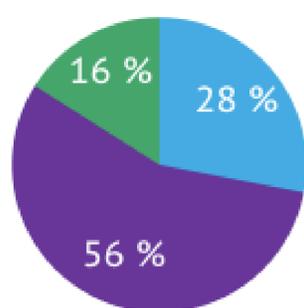
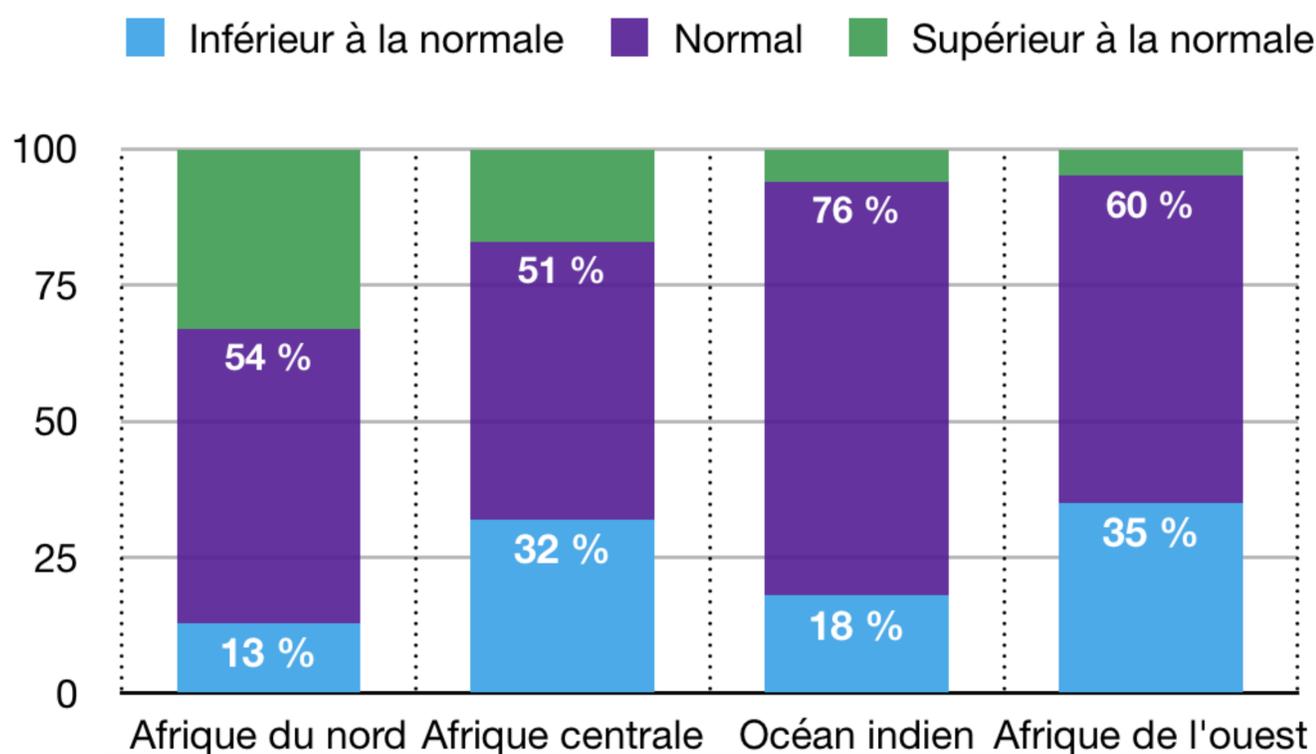


Les prévisions de cette année se révèlent plus pragmatiques que l'année dernière, en raison d'une conjoncture économique actuelle visiblement plus défavorable. Les prévisions d'embauche sur les 6 prochains mois sont inférieures de 4 points cette année par rapport à 2017. En revanche, elles restent particulièrement élevées au Maroc (39 % des entreprises anticipent une hausse de leur effectif), au Bénin (36 %) et au Burkina Faso (32 %). A l'inverse, de nombreuses PME mauritaniennes et camerounaises anticipent une réduction de leurs effectifs, respectivement à hauteur de 22 % et 25 % des entreprises interrogées.



# CARNET DE COMMANDES

**Actuellement, considérez-vous le niveau de vos carnets de commandes... :**



Moyenne toutes zones confondues

Une première bonne nouvelle soulevée par ces chiffres est que par rapport à 2017, **trois des quatre zones affichent cette année une recrudescence significative du nombre d'entreprises qui considèrent leur carnet de commandes inférieur à la normale** (- 7 points en Afrique du nord, - 8 points en Afrique centrale, - 5 points pour la zone Océan indien).

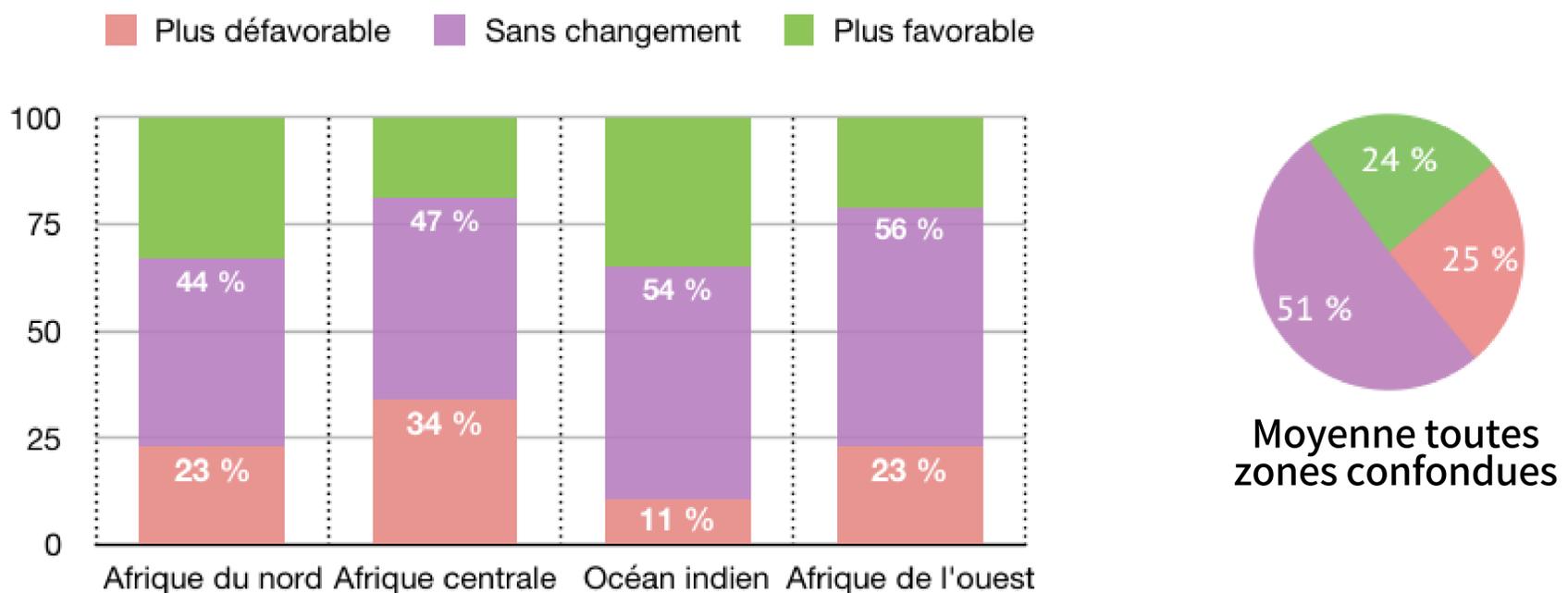
Seule l'Afrique de l'ouest affiche des résultats moins positifs, avec une hausse de 2 points cette année du nombre d'entreprises fonctionnant en-dessous de leur potentiel habituel. Elle est aussi la zone qui, en termes absolus, présente les résultats les moins bons avec plus d'un tiers d'entreprises au carnet de commandes inférieur à la normale, contre seulement 5 % pour lesquelles il est supérieur. Plus de 70 % des entreprises béninoises déclarent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale, c'est plus de 60 % au Niger, et plus de 40 % au Togo.

Comme l'année dernière, l'Afrique du nord affiche des résultats très positifs avec seulement 13 % d'entreprises qui considèrent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale, contre 33 % de répondants qui estiment qu'il est supérieur.



# ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

## Sur les 6 derniers mois, l'environnement économique général autour de votre établissement est-il... :

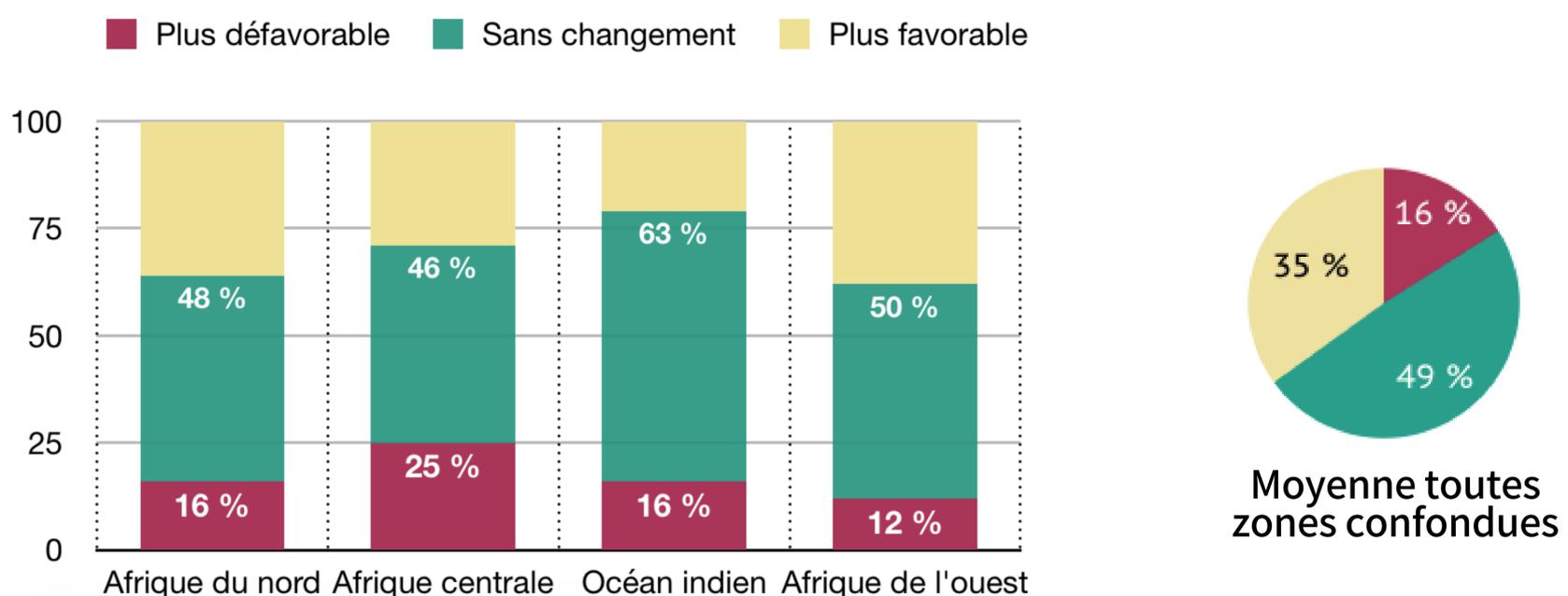


En 2017, 28 % des répondants estimaient que l'environnement économique général autour de leur établissement avait été globalement plus favorable sur les 6 derniers mois, c'est désormais moins d'un quart en 2018 (- 4 points). La zone Afrique du nord affiche la baisse la plus sévère, avec - 11 points d'opinions favorables.

En revanche, la part des entreprises jugeant l'environnement économique plus favorable a doublé à Madagascar entre 2017 et 2018, passant de 17 à 35 %. Ce chiffre est en conformité avec les prévisions 2017, où Madagascar anticipait déjà une forte amélioration de l'environnement économique pour les mois à venir.

Le pourcentage moyen d'avis défavorables est quant à lui resté stable, stagnant à 25 %.

## Sur les 6 prochains mois, pensez-vous que l'environnement économique général autour de votre établissement sera... :

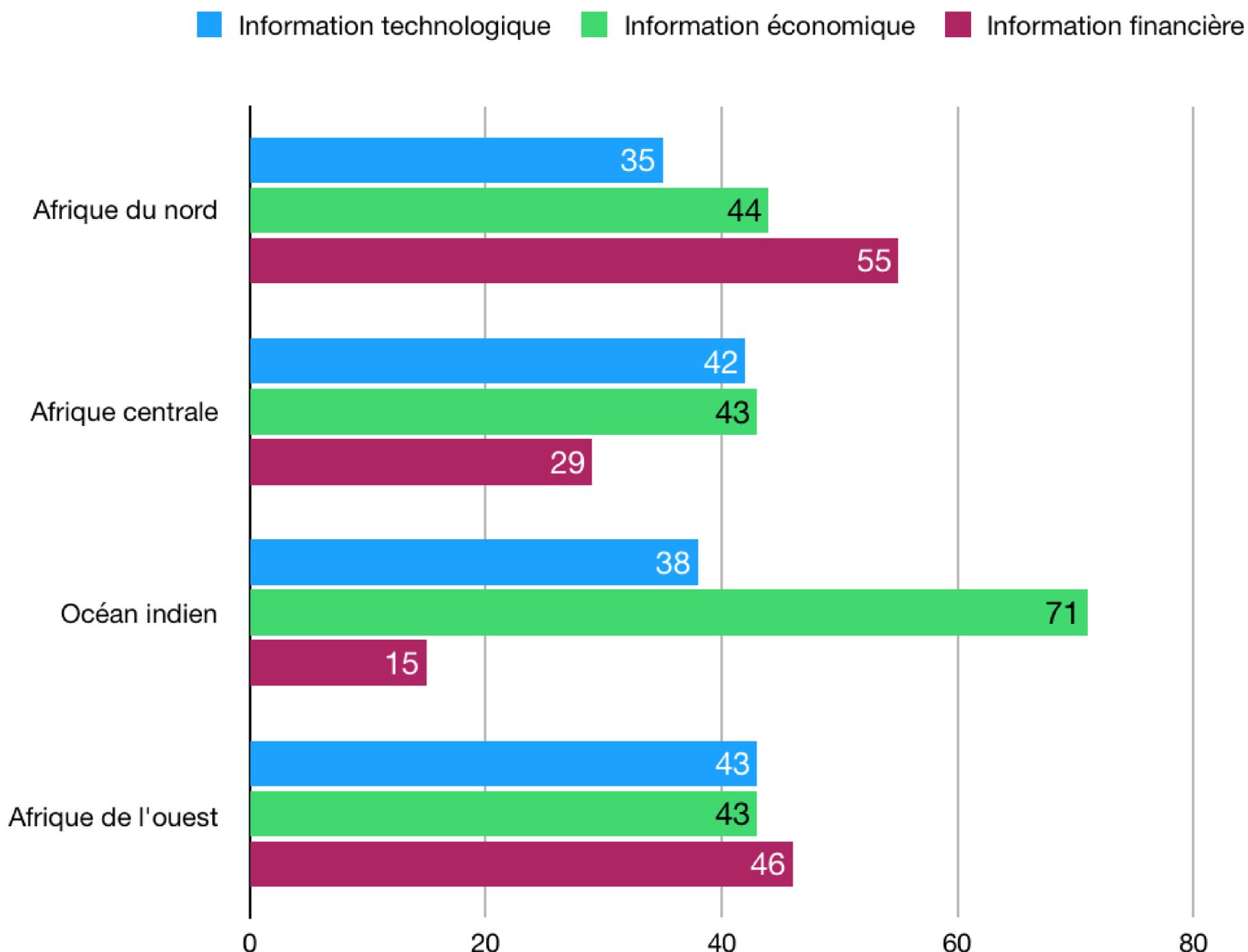


En 2017, 42% des répondants estimaient que l'environnement économique général autour de leur établissement leur serait plus favorable sur les 6 prochains mois, c'est 35 % en 2018 (-7 points). Les chefs d'entreprise revoient donc leurs attentes à la baisse, conformément à la conjoncture économique moins satisfaisante cette année.



# BESOINS EN INFORMATION

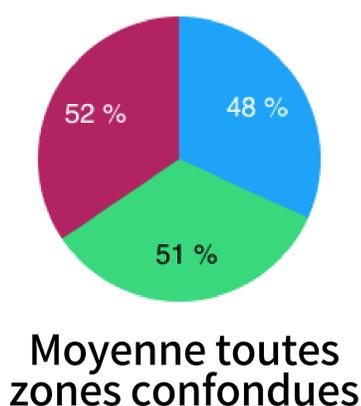
De quels types d'information votre entreprise a-t-elle besoin pour son activité (plusieurs réponses possibles) ?



Pour la deuxième année consécutive, le Baromètre s'intéresse aux besoins des entreprises en information.

Contrairement à l'édition 2017, qui avait recensé des besoins importants en information financière (67 %) et en information économique (62 %), cette année, une PME sur deux déclare avoir besoin, à proportions quasi-égales, d'informations technologiques, économiques et financières.

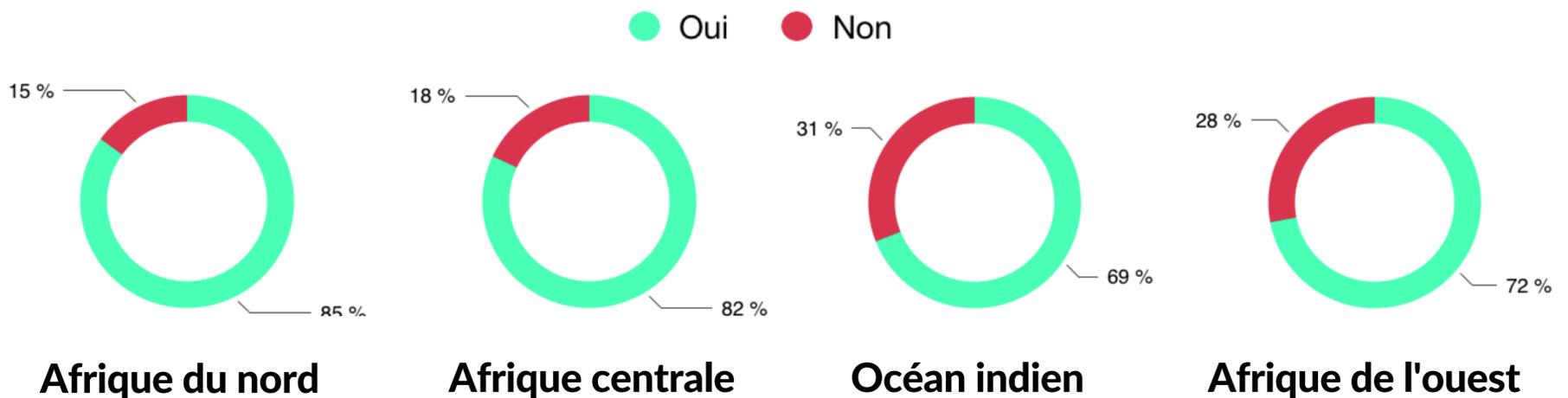
En revanche, les niveaux des besoins en information sont relativement inégaux une fois décomposés par zones. La très grande majorité des entreprises interrogées dans la zone Océan indien déclare avoir essentiellement besoin d'information économique, tandis qu'en Afrique de l'ouest et en Afrique du nord, améliorer l'accès à l'information financière semble indispensable à l'activité des entreprises.



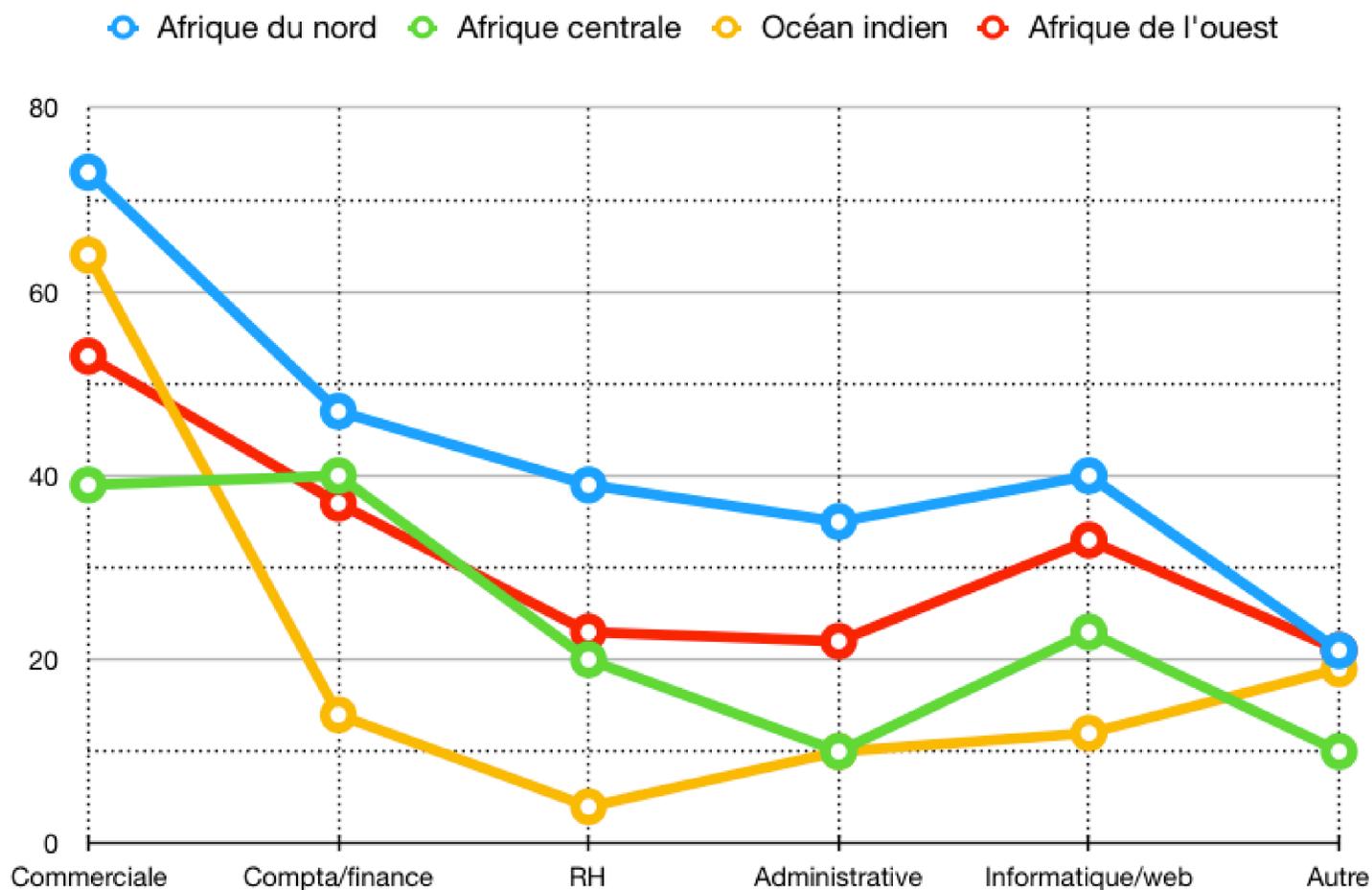


# BESOINS EN FORMATION (SALARIÉS)

## Estimez-vous que vos salariés ont besoin de formation ?



## Si oui, dans quel(s) domaine(s) ?



Toutes zones confondues, **77 % des chefs d'entreprises interrogés estiment que leurs salariés ont besoin de formation** ; c'est même 85 % en Afrique du nord et 82 % en Afrique centrale. Ce chiffre est sensiblement moins élevé en Afrique de l'ouest, à hauteur de 72 % des répondants . En revanche, au sein de cette zone, les résultats varient beaucoup d'un pays à l'autre, avec par exemple 96 % de réponses positives au Burkina Faso, 94 % au Bénin, 81 % en Côte d'Ivoire, 72 % au Mali, 64 % au Sénégal et moins de 50 % au Niger.

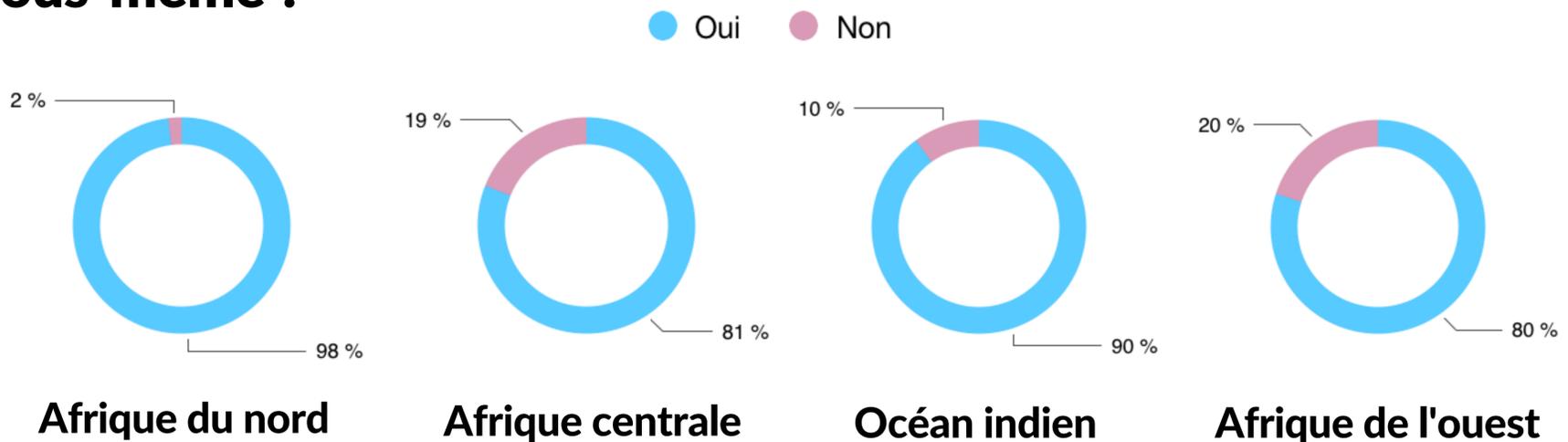
Interrogés sur les domaines de formation prioritaires, près de **60 % des répondants estiment que leurs salariés ont avant tout besoin d'une formation commerciale**. 42 % recommandent une formation en comptabilité et finance et 34 % en informatique. Enfin, seul un quart des répondants préconise pour leurs salariés une formation administrative et en ressources humaines.

Les besoins en formation commerciale sont particulièrement élevés au Bénin (83 %), au Maroc (78 %), au Mali (70 %), en Côte d'Ivoire (60 %), au Cameroun (57 %), en Centrafrique et en RDC (40 %). Les besoins en formation comptabilité / finance sont surtout élevés en Afrique centrale, notamment au Congo (55 %), en RDC (48 %) et au Gabon (47 %). Enfin, les besoins en formation informatique sont particulièrement importants au Bénin (65 %), en Côte d'Ivoire (50 %) et au Gabon (42 %).

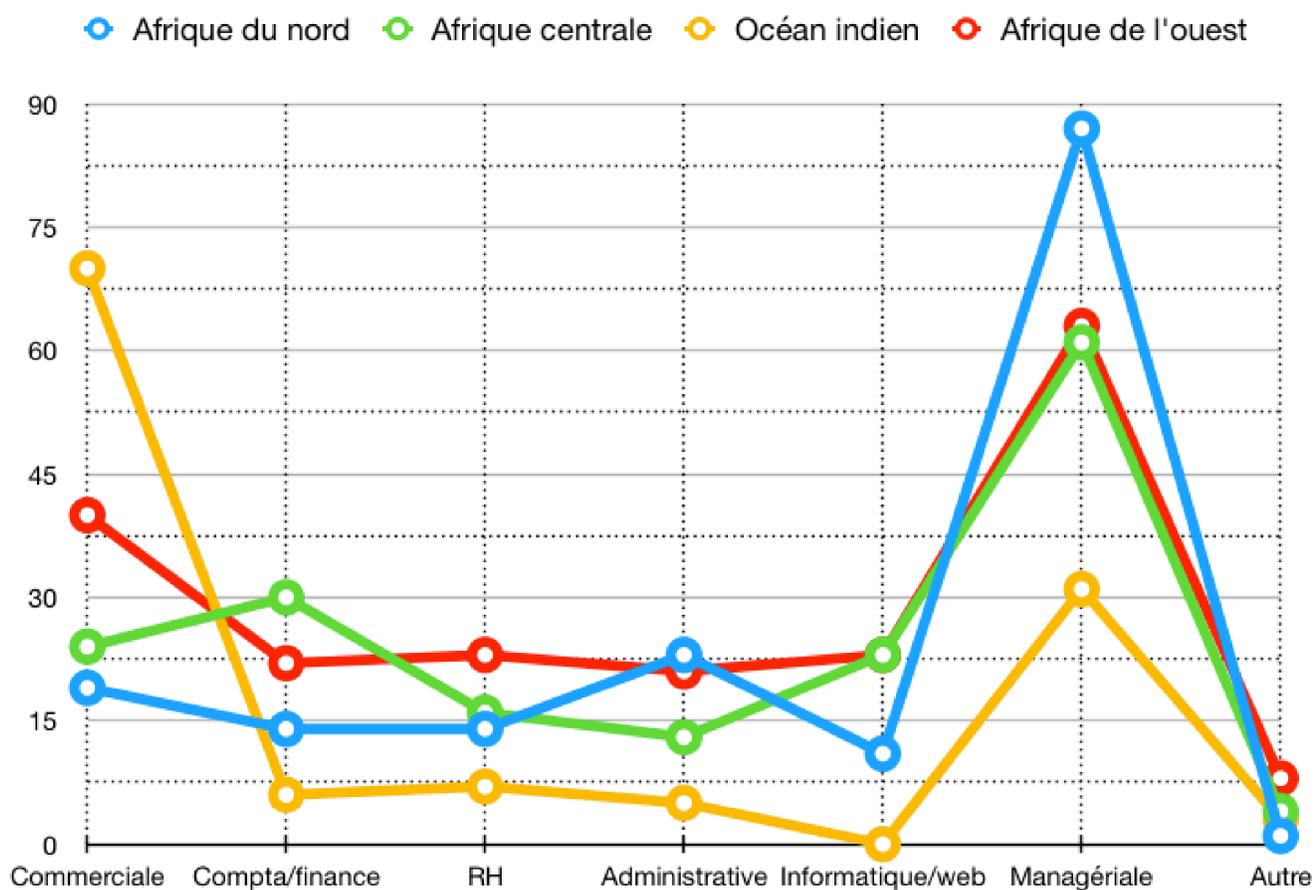


# BESOINS EN FORMATION (MANAGERS)

**En tant que manager, estimez-vous avoir besoin de formation pour vous-même ?**



**Si oui, dans quel(s) domaine(s) ?**



Toutes zones confondues, **près de 84 % des répondants, en tant que managers, estiment avoir besoin de formation pour eux-mêmes.** Ce chiffre est particulièrement élevé au Congo, au Gabon et au Maroc (100 %), au Burkina Faso (98 %), au Bénin (96 %), au Mali, en Centrafrique et en Côte d'Ivoire (85 %), ou encore en RDC (80 %).

Interrogés sur les domaines de formation dont ils souhaiteraient bénéficier en priorité, **71 % des chefs d'entreprises estiment avoir avant tout besoin d'une formation managériale.** Ce chiffre s'élève à 86 % en Mauritanie, 81 % en Côte d'Ivoire et 80 % au Congo. Le Burkina Faso et la Centrafrique font figure d'exception, où seuls 39 % et 29 % des répondants estiment avoir besoin de ce type de formation.

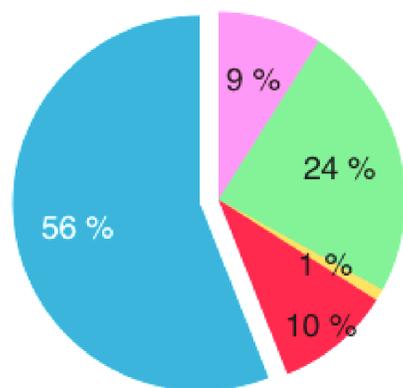
Le second domaine de formation identifié comme prioritaire est de nouveau le domaine commercial, à hauteur d'un tiers de réponses positives. En revanche, les autres domaines de formation proposés semblent moins prioritaires aux yeux des managers, moins de 20 % d'entre eux estimant avoir besoin de formation administrative, en informatique ou en ressources humaines.



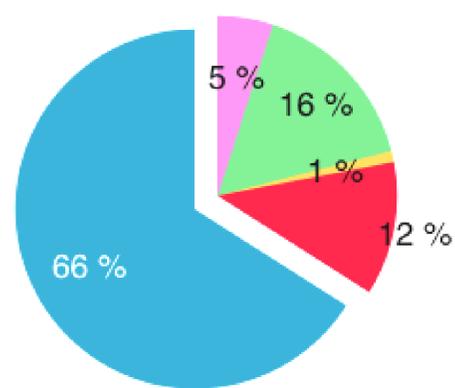
# CERTIFICATS ET ORGANISMES

Cette année, la 6ème édition du Baromètre introduit une nouvelle série de questions relatives aux normes, aux certificats et aux organismes d'essai, de certification et d'inspection des produits qui les délivrent, afin de dresser un panorama de la disponibilité de l'information, de sa qualité et de son coût dans les pays africains interrogés.

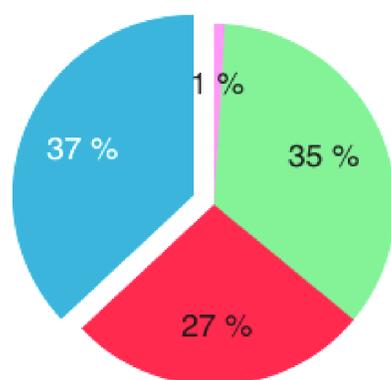
## Le produit ou service principal de votre établissement détient-il l'un des types de certificats suivants reconnus à l'échelle internationale ?



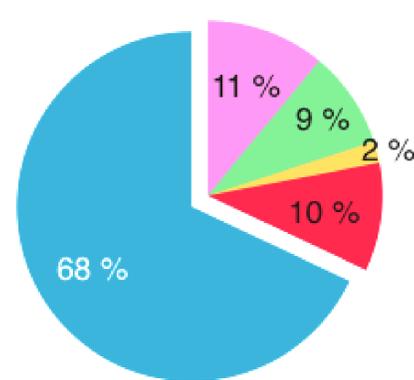
Afrique du nord



Afrique centrale

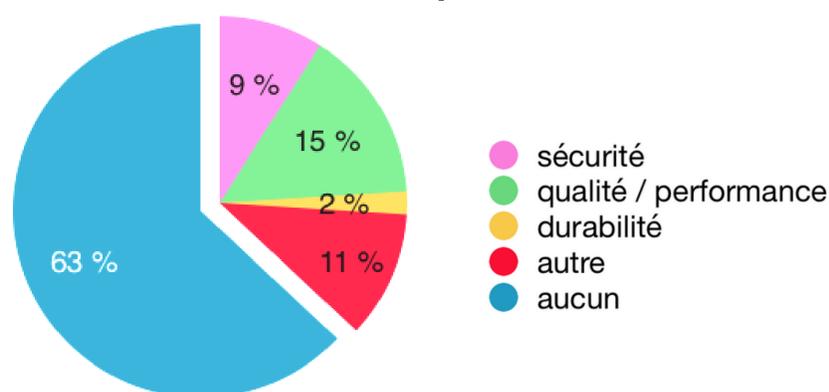


Océan indien



Afrique de l'ouest

Moyenne toutes zones confondues



- sécurité
- qualité / performance
- durabilité
- autre
- aucun

Toutes zones confondues, plus de 60 % des répondants déclarent ne posséder aucun certificat reconnu à l'échelle internationale pour leur produit ou service principal.

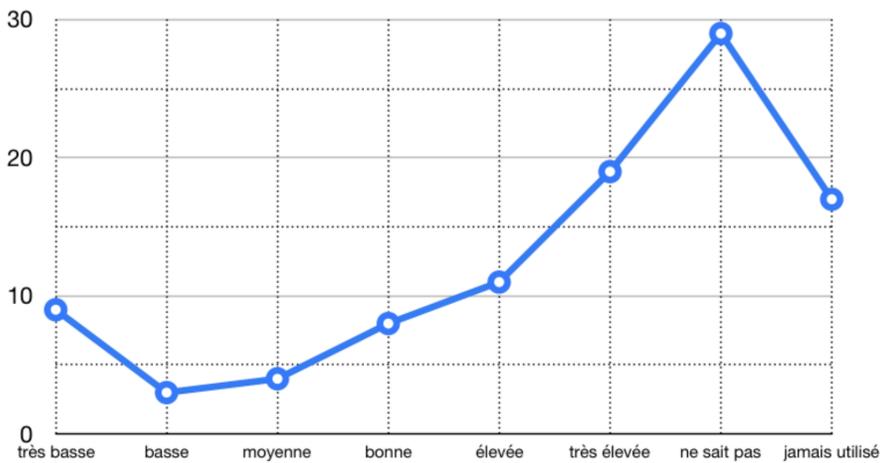
L'Océan indien est la seule zone où une majorité d'entreprises interrogées déclare détenir l'un de ces certificats, à hauteur de près de deux tiers.

Les entreprises qui déclarent posséder un certificat détiennent en grande majorité un certificat de qualité ou performance (40 % des certificats), de sécurité (24 %), et dans une moindre mesure de durabilité (5 %).

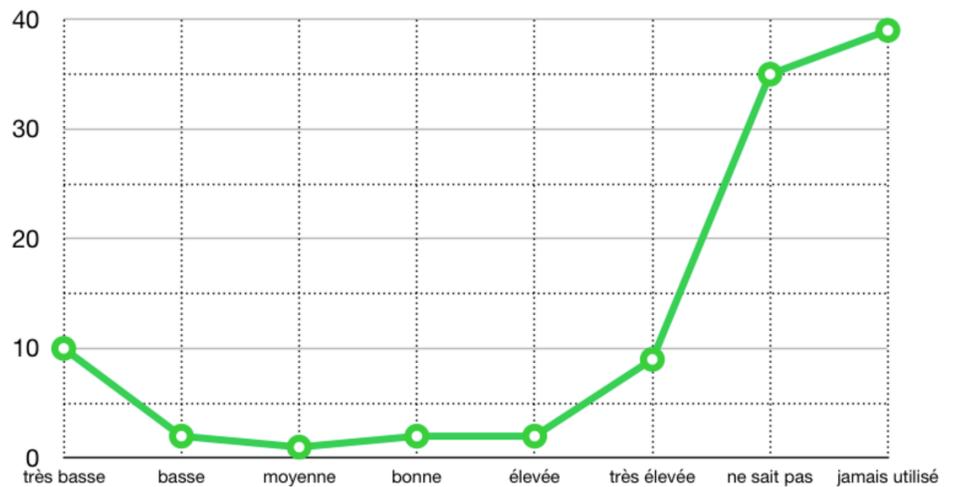


# CERTIFICATS ET ORGANISMES

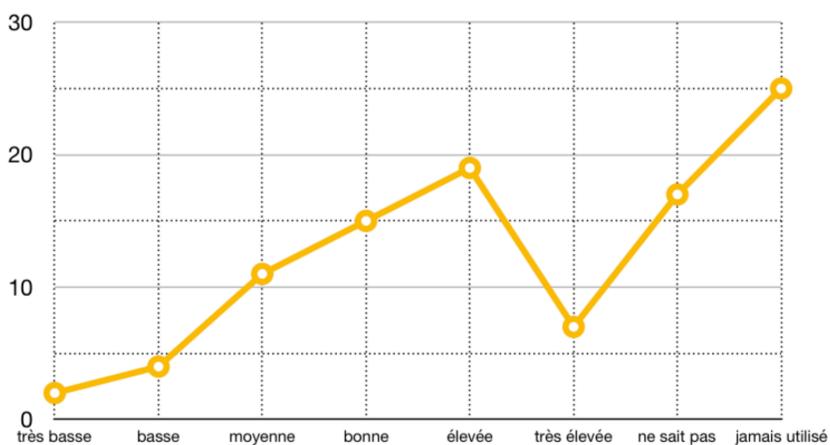
**Veillez évaluer la qualité des services offerts par les organismes d'essai, de certification et d'inspection des produits :**



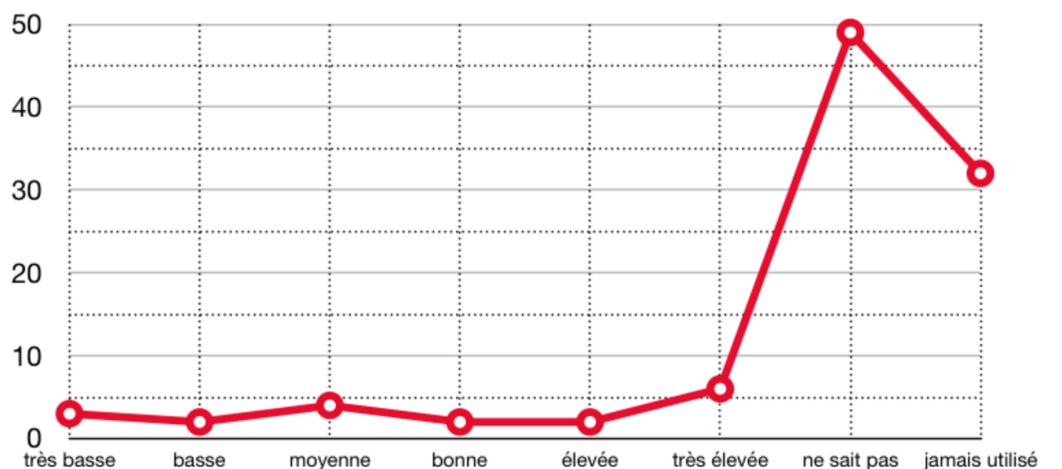
**Afrique du nord**



**Afrique centrale**



**Océan indien**



**Afrique de l'ouest**

Interrogés sur la qualité des services offerts par les organismes d'essai, de certification et d'inspection des produits, les réponses des entreprises témoignent d'une grande hétérogénéité des situations, non seulement d'un pays à l'autre mais aussi au sein d'un même pays. Au Maroc, 11 % des entreprises qualifient la qualité de ces organismes de "très basse", tandis que 10 % des répondants la qualifient d'élevée. Certains résultats sont tout aussi hétérogènes en Afrique centrale, comme en RDC, où 19 % la qualifient de très basse, alors que 15 % des répondants la qualifient de très élevée.

En revanche, d'autres résultats font état, incontestablement, d'une claire méconnaissance du fonctionnement de ces organismes. Ainsi, en Mauritanie, 99 % des entreprises interrogées ne sont pas capables d'évaluer la qualité de ces organismes, ou ne les ont jamais utilisés. Ce chiffre s'élève à 94 % en Centrafrique, à 91 % au Congo, à 88 % au Burkina Faso, ou encore à 85 % au Gabon.

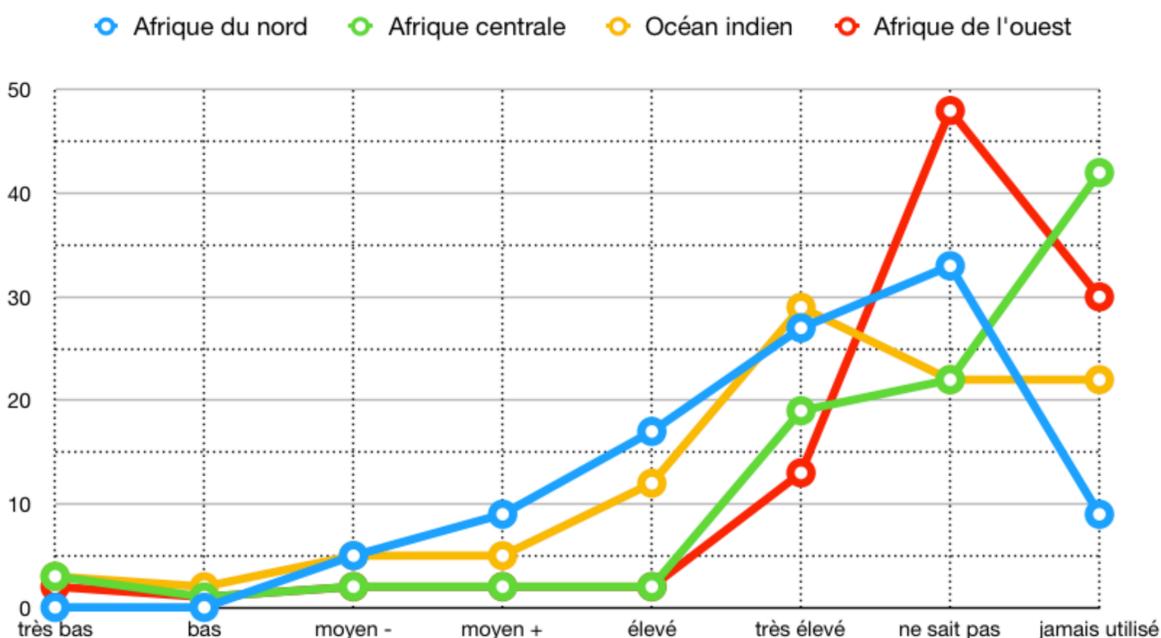
Sans surprise, à Madagascar, les répondants qui, rappelons-le, détiennent à 67 % un certificat reconnu à l'échelle internationale, semblent relativement mieux informés que la majorité des autres répondants. 41 % d'entre eux estiment que la qualité des organismes de certification malgaches se situe entre "bonne" et "très élevée". Le Maroc et la Tunisie font également partie des pays les mieux informés quant à la qualité de leurs organismes de certification. 10 % des répondants marocains estiment que la qualité des organismes nationaux est élevée, 21 % estiment qu'elle est très élevée. 51 % des répondants tunisiens situent la qualité de leurs organismes nationaux entre bonne et très élevée.

Mais dans l'ensemble, l'hétérogénéité des résultats ainsi que le nombre élevés de répondants incapables d'évaluer la qualité des services de certification laisse entendre que dans la plupart des pays interrogés, recourir à ce type d'organismes n'est pas encore une pratique courante, pour des raisons que nous allons évoquer dans la section suivante.



# CERTIFICATS ET ORGANISMES

## Veillez évaluer le coût des services offerts par les organismes d'essai, de certification et d'inspection des produits :



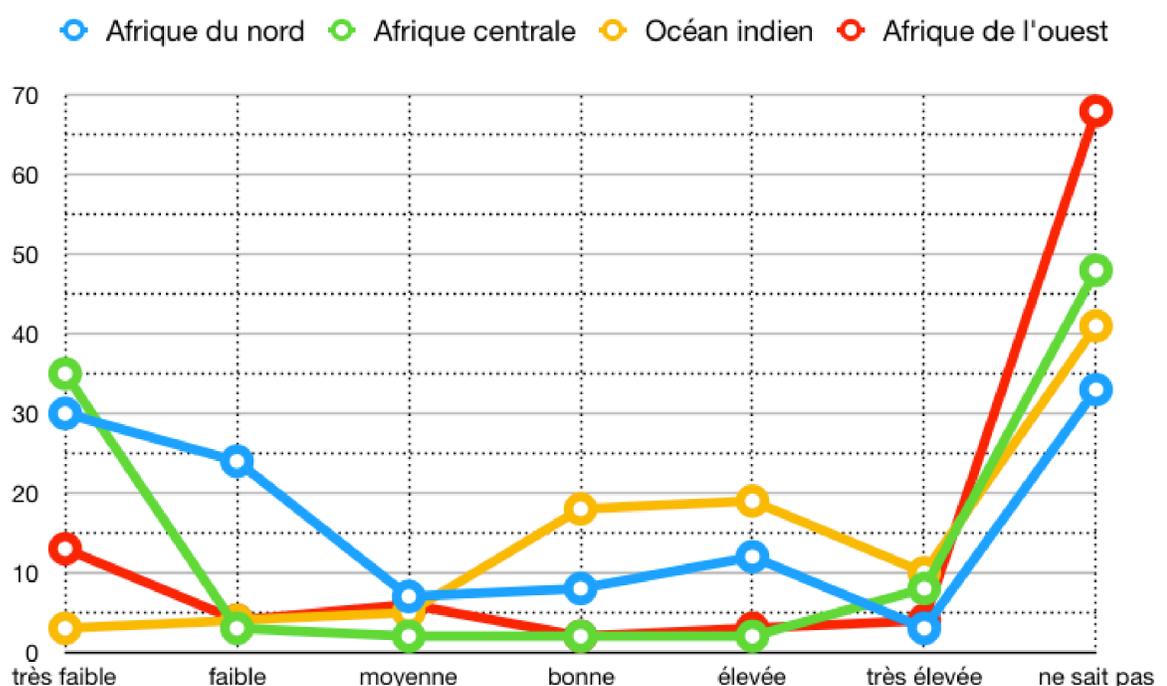
Interrogés sur le coût des services offerts par les organismes d'essai, de certification et d'inspection des produits, la grande majorité des répondants qualifie leur coût de très élevé. Ce facteur explique en partie pourquoi le recours aux organismes de certification demeure encore une pratique peu courante, car relativement inaccessible à la plupart des PME. Considérés individuellement, les résultats des 16 pays interrogés sont relativement homogènes, et aucun d'entre eux ne recense plus de 5 % de répondants qui estiment que leur coût est bas ou très bas.

Interrogés sur la disponibilité d'informations nationales sur les normes et les certificats, 68 % des répondants d'Afrique de l'ouest déclarent ne pas savoir comment l'évaluer. Ces chiffres témoignent, d'une part, de la relative méconnaissance des PME sur ce sujet, mais également du fait qu'il n'est pas une préoccupation pour une majorité des répondants d'Afrique de l'ouest.

Ce chiffre est sensiblement moins élevé pour les zones Afrique centrale (où 48 % des entreprises répondent "je ne sais pas") et Océan indien (41 %). Mais en Afrique centrale, la majorité des répondants qui sont informés de la disponibilité des informations la qualifient à 35 % de "très faible", tandis qu'à Madagascar, 47 % d'entre eux estiment que la disponibilité est bonne à très élevée.

Enfin, les répondants de l'Afrique du Nord semblent être les mieux informés sur la disponibilité des informations, mais une majorité d'entre eux estime que la disponibilité des informations est très faible (30 %) ou faible (24 %).

## Veillez évaluer la disponibilité d'informations nationales sur les normes et les certificats relatifs au produit ou service principal de votre établissement :



# LA CPCCAF ET SES PARTENAIRES

LA RÉALISATION DE CE BAROMÈTRE A ÉTÉ RENDUE POSSIBLE GRÂCE AUX ANALYSES DU CROCIS, UN OBSERVATOIRE DE LA CCI PARIS-ÎLE DE FRANCE



ET GRÂCE AU TRAVAIL DES CHAMBRES CONSULAIRES DU RÉSEAU CPCCAF :



**CPCCAF** Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones

 [WWW.CPCCAF.ORG](http://WWW.CPCCAF.ORG)

 [CPCCAF@CCI-PARIS-IDF.FR](mailto:CPCCAF@CCI-PARIS-IDF.FR)

 +33 (0)1 55 65 35 27

 [FACEBOOK.COM/CPCCAF](https://FACEBOOK.COM/CPCCAF)

 @CPCCAF

 6-8 AVENUE DE LA PORTE DE CHAMPERRET  
75838 PARIS CEDEX 17 – FRANCE

La CPCCAF est un réseau de coopération économique au service du secteur privé africain et francophone, initié par les présidents Léopold Sédar Senghor, Georges Pompidou et Félix Houphouët-Boigny, dont la vocation première est d'organiser entre les organisations consulaires des pays qui la composent, une coopération bilatérale (ou multilatérale), dans tous les domaines relevant du développement du monde entrepreneurial. Notre réseau CPCCAF, fort de presque un demi-siècle d'existence, est aujourd'hui représenté dans 31 pays, dont 26 de l'Afrique francophone.

Dans sa palette d'actions au service des chambres consulaires, la CPCCAF a une fonction de plaidoyer et agit comme levier auprès des ressortissants et des autorités locales ou nationales. La coopération entre structures consulaires francophones du nord et du sud permet de développer les échanges et les transferts de savoir-faire des chambres consulaires les plus avancées vers leurs homologues. Les chambres consulaires, par leur capacité d'évocation auprès des pouvoirs publics et par leur offre de services au bénéfice de toutes les unités de production, contribuent à la structuration du secteur privé et à la création de richesses.